

**EXPORTATIONS  
ALGÉRIENNES DE PÉTROLE  
VERS LA CORÉE DU SUD**

**En hausse de 47 %  
en mai**

P 16

MARCHÉ DES ASSURANCES AU PREMIER TRIMESTRE 2026

## Le chiffre d'affaires dépasse 57,3 milliards de DA

*Le marché national des assurances a réalisé un chiffre d'affaires de 57,3 milliards de dinars au premier trimestre 2026, enregistrant une légère progression de 0,2 % par rapport à la même période de l'année précédente. C'est ce qui ressort de la note de conjoncture publiée par le Conseil national des assurances (CNA), qui met en évidence des évolutions contrastées selon les différents segments d'activité.* P 3



MARCHÉ DE LA  
CONSTRUCTION

**Plaidoyer pour une  
meilleure intégration  
des start-up**

Le secteur du bâtiment connaît aujourd'hui une profonde transformation, portée par l'émergence de nouvelles technologies, la digitalisation des métiers et la nécessité de développer des solutions plus performantes, durables et adaptées aux nouveaux défis économiques.

P 2

UN SYSTÈME NATIONAL  
D'INFORMATION EST  
LANCÉ

**La digitalisation  
de l'agriculture  
s'accélère**

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche franchit une étape majeure dans la modernisation de la gouvernance du secteur. Le nouveau Système national d'information agricole, présenté lundi par le ministre Yacine El Mahdi Oualid, ambitionne de centraliser les données, d'améliorer le pilotage des politiques publiques et de renforcer la sécurité alimentaire du pays.

P 5

ALGÉRIE-CÔTE D'IVOIRE  
**Signature à Abidjan  
d'un accord  
de coopération  
dans les domaines  
de l'énergie et  
des EnR**

L'Algérie et la Côte d'Ivoire ont signé, hier à Abidjan, un accord de coopération dans les domaines de l'énergie et des énergies renouvelables, visant à renforcer le partenariat bilatéral et à développer la coopération énergétique entre les deux pays, indique un communiqué du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables.

P 3

RENCONTRE NATIONALE DES DIRECTEURS  
DE WILAYAS DE LA CNR

**Les orientations du ministre  
du Travail** P 4

CRÉATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA  
COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE À  
L'ÉTRANGER

**L'Algérie amorce un virage  
stratégique** P 5

PROMOTION DES EXPORTATIONS

**L'importance des foires et  
des expositions nationales  
soulignée** P 4

ALLEMAGNE-ALGÉRIE

**Des échanges commerciaux résilients**

Présentes en Algérie depuis des décennies, à l'image de Knauf, Siemens, Liebherr ou BASF, les entreprises allemandes continuent d'exporter principalement des produits chimiques, des machines et des véhicules. Si les exportations de véhicules et de pièces automobiles ont chuté de 36 % en 2025, probablement en raison de la réglementation stricte encadrant les importations de véhicules, celles de machines et d'équipements industriels ont au contraire bondi de 23 %, à 462 millions d'euros, portées par l'intense activité de projets industriels dans le pays. Selon les chiffres de l'agence allemande Germany Trade and Invest (GTAI), rendu public début juin dernier, les exportations allemandes vers l'Algérie sont restées stables en 2025, autour de 2,1 milliards d'euros, avant de reculer de 5,6 % au premier trimestre 2026. À l'inverse, les importations allemandes en provenance d'Algérie, majoritairement composées de pétrole et de produits pétroliers, ont progressé de 11 % en 2025, pour atteindre 1,4 milliard d'euros, puis de 20 % supplémentaires au premier trimestre 2026, reflétant directement la hausse des prix de l'énergie. À plus long terme, les deux pays explorent une nouvelle piste de coopération : celle de l'hydrogène vert, produit à partir des capacités solaires algériennes en plein essor, qui pourrait constituer un nouveau pilier des échanges bilatéraux.

MARCHÉ DE LA CONSTRUCTION

**Plaidoyer pour une meilleure intégration des start-up**

*Le secteur du bâtiment connaît aujourd'hui une profonde transformation, portée par l'émergence de nouvelles technologies, la digitalisation des métiers et la nécessité de développer des solutions plus performantes, durables et adaptées aux nouveaux défis économiques.*

Par Z R.

Dans cette dynamique, l'innovation s'impose comme un facteur déterminant pour améliorer la qualité des projets, optimiser les coûts et accompagner l'évolution des besoins du marché. C'est dans ce contexte que le président-directeur général de Batimatec Expo, Raouf Stiti, a affirmé que l'innovation est devenue un élément incontournable pour le développement du secteur de la construction et pour accompagner les mutations que connaît cette filière. S'exprimant lors d'une rencontre professionnelle réunissant des start-up et des acteurs de la construction, tenue hier à la Safex d'Alger, l'intervenant a indiqué que le secteur doit désormais renforcer son ouverture aux nouvelles idées et aux solutions développées par les jeunes entreprises innovantes. Il a insisté sur l'importance de donner aux start-up un espace leur permettant de présenter leurs technologies et de favoriser

leur intégration dans les projets de construction. « L'enjeu n'est pas uniquement de développer des solutions innovantes, mais de permettre à ces solutions d'atteindre le marché et de trouver des applications concrètes sur le terrain », a-t-il expliqué, soulignant que le passage du prototype à la mise en œuvre industrielle constitue aujourd'hui l'un des principaux défis auxquels sont confrontées les jeunes entreprises. Pour le responsable de Batimatec, la réussite de cette transition nécessite un rapprochement entre les différents acteurs de l'écosystème. Il a ainsi appelé à renforcer la coordination entre les start-up, les organismes publics, les centres techniques, les entreprises de réalisation et les grands opérateurs économiques afin de créer un environnement favorable à l'innovation. Placée sous le thème « Ouvrir le chantier pour les start-up : faciliter l'accès de l'innovation au marché de la construction », cette journée a rassemblé de jeunes entrepreneurs, des universitaires et des représentants institutionnels autour

d'un même constat : l'Algérie ne manque pas d'idées, mais peine encore à les transformer en projets concrets sur le terrain. Ces derniers ont présenté des solutions à forte valeur ajoutée répondant à des problématiques variées : résistance aux séismes, lutte contre l'érosion ou encore amélioration de l'accès au marché pour les jeunes entreprises innovantes. Plusieurs panels, réunissant chacun cinq à six intervenants, ont permis d'aborder la question de la coopération entre les start-up et le secteur du bâtiment, dans une filière où ces jeunes entreprises apportent, selon les organisateurs, une plus-value importante. Plusieurs institutions étaient représentées, à l'image de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) de Bab Ezzouar, qui compte plus de 50 000 étudiants, de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) ou encore du Laboratoire technique du secteur de l'habitat.

CONSEIL, AUDIT ET EXPERTISE COMPTABLE

**Les activités de PwC Algérie réunies sous la nouvelle identité SBS**

Les activités précédemment exercées par PricewaterhouseCoopers Algérie sous les entités PricewaterhouseCoopers Algérie et PASA Audit Services Algérie seront réunies, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2026, sous une nouvelle identité, Sovereign Business & Strategy (SBS), a annoncé mardi le cabinet dans un communiqué. Cette évolution marque l'ouverture d'un nouveau chapitre pour le cabinet, qui poursuivra ses activités en totale continuité avec ses équipes, son savoir-faire et son engagement au service de ses clients et du développement de l'économie na-

tionale, précise la même source. Fort de près de 150 collaborateurs et d'une solide expérience dans les métiers du conseil, de l'audit, de l'expertise comptable et de l'accompagnement des transformations, SBS entend renforcer sa contribution aux grands enjeux économiques du pays. Cabinet indépendant à gouvernance algérienne, SBS développera une approche tournée vers les besoins du marché national afin d'accompagner les entreprises publiques et privées, les institutions financières ainsi que les acteurs économiques dans leurs projets de croissance, de transforma-

tion, de gouvernance, de performance et de conformité, en s'appuyant sur les meilleurs standards internationaux adaptés aux réalités locales. Selon le communiqué, cette nouvelle organisation permettra au cabinet de disposer d'une plus grande agilité pour répondre aux évolutions de l'environnement économique, accélérer son développement et investir davantage dans les compétences, l'innovation et la proximité avec ses clients. Dans cette dynamique, SBS poursuivra le renforcement de sa présence sur le territoire national avec, en plus

de son bureau d'Alger, l'ouverture prévue de bureaux à Oran, Constantine et Hassi Messaoud, afin d'accompagner les entreprises et les institutions dans les différentes régions du pays. A travers cette nouvelle identité, SBS réaffirme sa volonté de contribuer durablement au développement de l'économie algérienne, d'accompagner la modernisation des organisations et de mettre à la disposition du marché une expertise de haut niveau, portée par des équipes locales et ouvertes sur les meilleures pratiques internationales.

R E.

SNTF

**Installation de M. Hakim Yentaren en qualité de chargé de la gestion des affaires de l'entreprise**

Le secrétaire général (SG) du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Abdelghani Dridi, a présidé la cérémonie d'installation de M. Hakim Yentaren en qualité de chargé de la

gestion des affaires de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), en remplacement de M. Adj Bouaouni, dont il a été mis fin aux fonctions, indique lundi un communiqué du ministère.

"En exécution des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, le secrétaire général du ministère a présidé la cérémonie d'installation de M. Hakim Yentaren en

qualité de chargé de la gestion des affaires de la Société nationale des transports ferroviaires, en remplacement de M. Adj Bouaouni, dont il a été mis fin aux fonctions à la tête de l'entreprise", précise le communiqué.

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence de hauts cadres du ministère, ainsi que des responsables et cadres de la SNTF, ajoute la même source.

APS

SOLIDARITÉ

**Annnonce des résultats de la 1ere session du programme « Famille productive » pour 2026**

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a annoncé, lundi dans un communiqué, les résultats de la première session du programme d'appui à la "Famille productive" pour l'année 2026. Ce programme s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à "renforcer l'aide et l'insertion sociale des familles".

L'examen des dossiers a donné lieu à "la validation de 987 dossiers remplissant les conditions requises, les femmes chefs de ménage (femmes rurales et au foyer) arrivant en tête de liste des bénéficiaires avec 886 femmes bénéficiaires, soit 89,76% du total, contre 101 pour les chefs de famille, soit 10,74% de l'ensemble des bénéficiaires", précise le communiqué. Selon la même source, "les projets subventionnés se caractérisent par la diversité de

leurs secteurs vitaux. Ainsi, le domaine de la couture, de la broderie, du filage de la laine et du tissage a bénéficié de l'appui de 613 projets, suivi de l'art culinaire, de la viennoiserie et des pâtes alimentaires avec 294 projets. Les projets restants se répartissent entre les activités agricoles et la valorisation de leurs produits (60 projets), l'artisanat (15 projets), outre 5 projets dédiés à la bijouterie et aux arts de la décoration". A ce propos, le ministère a réaffirmé son atta-

chement à "assurer le succès des différents programmes et mesures de nature à renforcer la politique sociale et à faire passer l'aide directe à une logique de production et d'auto-nomisation économique durable, à travers la création de revenus stables pour les familles et l'implication de leurs membres en tant qu'acteurs réels de la dynamique de développement économique".

R E.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Édité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

**Gérant**  
Belmihoub  
Abdelaziz  
  
**Directeur de  
publication**  
Radji Zahir

**Siège social**  
Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

**Impression**  
Centre : SIA  
  
**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## MARCHÉ DES ASSURANCES AU PREMIER TRIMESTRE 2026

# Le chiffre d'affaires dépasse 57,3 milliards de DA

Le marché national des assurances a réalisé un chiffre d'affaires de 57,3 milliards de dinars au premier trimestre 2026, enregistrant une légère progression de 0,2 % par rapport à la même période de l'année précédente. C'est ce qui ressort de la note de conjoncture publiée par le Conseil national des assurances (CNA), qui met en évidence des évolutions contrastées selon les différents segments d'activité.

Par S. R.

Les assurances de dommages demeurent le principal pilier du marché avec une production de 45,9 milliards de dinars, soit plus de 80 % du chiffre d'affaires global. Elles affichent toutefois un recul de 1,4 % sur un an. Cette baisse est principalement imputable à l'activité Incendie, Éléments naturels et Risques divers (IRD), dont le chiffre d'affaires s'établit à 17,5 milliards de dinars, en diminution de 16,2 %. Le CNA explique ce repli par la baisse de la production des assurances liées aux grands projets d'ingénierie ainsi que par le report ou le réajustement de certains contrats importants enregistrés au cours de l'année précédente. L'automobile, principal moteur du marché avec 25,18 milliards DA. À l'inverse, l'assurance automobile poursuit sa progression. Son chiffre d'affaires atteint 25,2 milliards de dinars, en hausse de 11,8 %, représentant près de 55 % des assurances de

dommages. Cette évolution est portée par les garanties facultatives, notamment les contrats « Tous risques », ainsi que par une augmentation de 6,6 % du nombre de contrats souscrits. D'autres activités enregistrent également des résultats positifs. Les assurances agricoles progressent de 30,1 % pour atteindre 836,2 millions de dinars, grâce notamment au développement de la production végétale soutenue par les dispositifs publics de financement agricole. Les assurances de crédit affichent une hausse de 4,8 %, tirée principalement par le crédit à l'exportation. À l'inverse, les assurances transport reculent de 8,4 %, en raison du report de plusieurs contrats dans le transport aérien. Les assurances de personnes enregistrent, pour leur part, une production de 6,4 milliards de dinars, en baisse de 4,5 %, et représentent un peu plus de 11 % de l'activité globale du secteur. Sur le plan des sinistres, le montant des déclarations reste pratiquement stable à 20,4 milliards de dinars, pour

plus de 502 000 dossiers enregistrés. Les assurances agricoles connaissent toutefois une forte hausse des déclarations à la suite des sinistres survenus au début de l'année. Dans le même temps, les règlements effectués par les compagnies d'assurances progressent de 12,2 %, pour atteindre 17,3 milliards de dinars. L'assurance automobile concentre plus de 72 % des indemnités versées, sous l'effet notamment de l'augmentation du coût des réparations et des pièces de rechange. Les règlements progressent également dans l'activité IRD, traduisant la poursuite de l'apurement des dossiers en instance. Cette évolution contribue à une légère diminution du stock global des sinistres à payer, qui s'établit à 127,3 milliards de dinars, en baisse de 1,1 % par rapport au premier trimestre 2025. Selon le CNA, cette amélioration résulte principalement de la réduction des dossiers en attente dans l'activité IRD, tandis que le stock continue de progresser dans l'assurance automobile.

### BANQUE D'ALGÉRIE

## Les règles de fixation des taux d'intérêt excessifs révisées

La Banque d'Algérie a publié une nouvelle instruction modifiant les modalités de fixation des taux d'intérêt excessifs appliqués aux opérations de crédit. Signée le 29 juin 2026 par le gouverneur Mohammed Lamine Lebbou, l'instruction n°06-2026 actualise le dispositif en vigueur depuis 2016 afin d'adapter le cadre réglementaire applicable aux établissements bancaires et financiers. Cette nouvelle instruction modifie les dispositions de l'instruction n°08-2016 du 1<sup>er</sup> septembre 2016 relative aux modalités de fixation des

taux excessifs. L'objectif est de préciser le seuil à partir duquel un crédit est considéré comme assorti d'un taux d'intérêt excessif. Selon le nouveau texte, constitue désormais un crédit à taux d'intérêt excessif « tout concours consenti à un taux d'intérêt effectif global qui excède, au moment où il est consenti, de plus de cinq pour cent (5 %), le taux effectif moyen pratiqué au cours du semestre précédent par les banques et établissements financiers pour des opérations de même nature ». Cette nouvelle rédaction remplace les

dispositions antérieures de l'article 2 de l'instruction de 2016. Ce mécanisme repose ainsi sur une référence au taux effectif moyen observé durant le semestre précédent pour chaque catégorie d'opérations de crédit, auquel est appliquée une marge maximale de 5 %. Tout financement accordé au-delà de ce plafond sera considéré comme relevant d'un taux d'intérêt excessif. À travers cette révision, la Banque d'Algérie renforce le cadre de régulation des conditions de financement et harmonise les critères d'appréciation

des taux pratiqués par les banques et les établissements financiers. Cette mesure s'inscrit dans le dispositif de supervision du secteur bancaire visant à garantir une tarification transparente des crédits, à préserver les intérêts des emprunteurs et à assurer des conditions de concurrence équitables entre les établissements de crédit. Conformément à l'article 3 de l'instruction, les nouvelles dispositions entrent en vigueur à compter de la date de leur signature, soit le 29 juin 2026.

Synthèse R E.

### CNA

## Le Takaful et l'International comme relais de croissance

Par Réda Hadi

Si le marché national des assurances a enregistré une progression modérée au premier trimestre 2026, certains segments se distinguent par une dynamique nettement plus favorable. C'est notamment le cas de l'assurance Takaful et des activités internationales de réassurance, qui affichent les plus fortes hausses du secteur et s'imposent progressivement comme de nouveaux relais de croissance dans un marché encore largement dominé par les assurances traditionnelles. Selon la note de conjoncture publiée par le Conseil national des assurances (CNA), l'assurance Takaful poursuit son développement avec un chiffre d'affaires de 358,3 millions de dinars, en hausse de 52,8 % sur

un an. Bien qu'elle ne représente encore que 0,6 % du marché national, cette activité confirme sa progression dans le paysage des assurances en Algérie. Cette croissance est essentiellement portée par le Takaful général, dont la production atteint 261,2 millions de dinars, soit une progression de 102 % par rapport au premier trimestre 2025. Le Takaful familial enregistre, en revanche, un léger recul de 7,7 %, avec une production de 97 millions de dinars. L'autre segment en forte progression est celui des activités internationales de réassurance. La Compagnie centrale de réassurance (CCR) a réalisé un chiffre d'affaires de 4,6 milliards de dinars au titre des acceptations internationales, en hausse de 26,1 %. Cette performance est principalement portée par la branche Incendie, qui

représente près des trois quarts de ce portefeuille et affiche une progression de près de 30 %. Ces résultats contrastent avec l'évolution des branches traditionnelles. Les assurances de dommages, qui concentrent plus de 80 % du marché, enregistrent un léger recul de 1,4 %, principalement sous l'effet de la baisse de l'activité Incendie, Éléments naturels et Risques divers (IRD). Les assurances de personnes reculent également de 4,5 %, tandis que la croissance du marché est essentiellement soutenue par la bonne tenue de l'assurance automobile. La note du CNA fait également état d'une amélioration de la gestion des sinistres. Les indemnités versées par les compagnies d'assurances ont atteint 17,3 milliards de dinars au cours du premier trimestre, soit une hausse de 12,2 %

par rapport à la même période de l'année précédente. Dans le même temps, le stock des sinistres en attente de règlement a légèrement diminué pour s'établir à 127,3 milliards de dinars. Les résultats du premier trimestre confirment ainsi une évolution progressive de la structure du marché. Si les assurances traditionnelles continuent de constituer le principal socle de l'activité, le développement du Takaful et la bonne performance des activités internationales de réassurance contribuent à diversifier les moteurs de croissance du secteur. Leur poids demeure encore limité dans la production globale, mais leur rythme de progression met en évidence un potentiel de développement susceptible de renforcer, à moyen terme, la diversification du marché des assurances en Algérie.

### ALGÉRIE-CÔTE D'IVOIRE

## Signature à Abidjan d'un accord de coopération dans les domaines de l'énergie et des EnR

L'Algérie et la Côte d'Ivoire ont signé, hier à Abidjan, un accord de coopération dans les domaines de l'énergie et des énergies renouvelables, visant à renforcer le partenariat bilatéral et à développer la coopération énergétique entre les deux pays, indique un communiqué du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables.

Cet accord intergouvernemental, signé par le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, et le ministre ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, traduit l'engagement des deux parties à développer un partenariat énergétique mutuellement bénéfique, et établit le cadre juridique et institutionnel régissant les activités et les projets de coopération devant être concrétisés, précise la même source.

Dans une déclaration conjointe à la presse, M. Adjal a affirmé que cet accord constitue une "étape charnière" dans le renforcement et le développement de la coopération bilatérale, faisant état du lancement prochain de programmes de coopération et de projets concrets à même de contribuer au développement et à la prospérité des deux pays frères.

Se félicitant de sa visite de travail à Abidjan, le ministre a précisé que celle-ci s'inscrit dans le cadre de la "dynamique positive" que connaît la coopération bilatérale au cours des derniers mois, notamment à la suite des entretiens qu'il a eus, au terme desquels il a été convenu d'identifier les domaines de partenariat dans les secteurs de l'énergie et des énergies renouvelables, et de la nécessité de les promouvoir, au service des objectifs de développement du continent africain et de la réalisation de son autonomie énergétique.

De son côté, M. Coulibaly a qualifié la coopération entre l'Algérie et la Côte d'Ivoire de "modèle exemplaire à l'échelle du continent africain".

Il a estimé que le continent a besoin de ce type de partenariat pour assurer son développement et sa souveraineté énergétique, soulignant que son pays considère l'Algérie comme "le meilleur partenaire" en la matière, au regard des réalisations qu'elle a accomplies dans le secteur de l'énergie.

Le ministre ivoirien a également mis en avant l'importance de la coopération entre les deux pays dans le cadre de l'Organisation des pays africains producteurs de pétrole (APPO), dont l'Algérie assure le secrétariat général, à même de renforcer les efforts communs visant à garantir la souveraineté énergétique du continent. Pour atteindre cet objectif, il est indispensable de mobiliser les ressources financières nécessaires à l'investissement dans la recherche et l'exploitation des richesses naturelles africaines, a-t-il soutenu, soulignant dans ce cadre le rôle du projet de création de la Banque africaine de l'énergie, dont le lancement est prévu prochainement.

R E.

PROMOTION DES EXPORTATIONS

L'importance des foires et des expositions nationales soulignée

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé une réunion de travail consacrée à l'évaluation des foires et expositions nationales organisées au cours du premier semestre de 2026, lors de laquelle il a insisté sur l'adoption d'indicateurs rigoureux pour mesurer l'impact de ces événements économiques sur le développement de la production nationale et le renforcement de leur contribution à la diversification économique et à la promotion des exportations, indique lundi un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, tenue en présence de cadres du ministère et de l'instance algérienne des exportations, le ministre a appelé à améliorer l'organisation de ces expositions, à travers l'adoption d'indicateurs de mesure rigoureux permettant d'évaluer leur impact sur le développement de la production nationale et la création d'opportunités d'exportation, tout en renforçant la contribution de ces événements à la diversification de l'économie nationale et à la promotion des exportations, précise le communiqué. La rencontre a permis d'évaluer le degré d'atteinte des objectifs assignés à ces événements économiques, notamment en matière de mise en valeur des capacités productives des entreprises nationales, de soutien au produit national, de renforcement de sa compétitivité, et d'établissement de partenariats commerciaux et industriels avec les opérateurs économiques locaux et étrangers, de manière à renforcer les opportunités d'exportation, à augmenter le taux d'intégration nationale et à substituer la production nationale aux importations, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à bâtir une économie productive et concurrentielle. Par la même occasion, il a été procédé à l'examen du programme des foires et expositions prévues pour le deuxième semestre de 2026 à travers les différentes wilayas du pays. R.E.

RENCONTRE NATIONALE DES DIRECTEURS DE WILAYAS DE LA CNR  
Les orientations du ministre du Travail

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a présidé, lundi à Alger, l'ouverture des travaux de la rencontre nationale des directeurs de wilayas de la Caisse nationale des retraites (CNR), consacrée à dresser le bilan d'activités et à améliorer la qualité des services fournis aux retraités, indique un communiqué du ministère. Lors de la rencontre, consacrée à dresser le bilan d'activités et les perspectives de la prochaine étape, dans le cadre de la poursuite de la modernisation des structures du secteur et de la modernisation de la qualité des services fournis aux retraités, le ministre a affirmé que "l'opération d'évaluation n'est pas une simple halte pour présenter les résultats, mais il s'agit d'un mécanisme extrêmement important pour évaluer les réalisations accomplies et non-accomplies, avec l'analyse des causes", ajoute la même source.

La rencontre a permis, en outre, "d'arrêter le plan d'action correctif et prospectif garantissant le parachèvement des projets, le renforcement de la performance et la réalisation des objectifs tracés", précise le ministre, soulignant "le progrès remarquable" réalisé récemment par la CNR, dans le cadre de l'exécution du processus de numérisation, en tant que "choix stratégique visant à rapprocher le service du citoyen, à simplifier les procédures administratives et à réduire les charges et frais liés au traitement papier et aux infrastructures traditionnelles, en synergie avec les orientations modernes de l'administration publique". A cet effet, M. Saihi a souligné l'impératif d'accélérer le rythme de transition vers la garantie de services à distance, à travers l'élargissement de l'utilisation des applications numériques sur Smartphones pour communiquer avec les retraités, et partant

"leur éviter le déplacement sur place" et "réduire le taux d'affluence aux guichets à pas moins de 50%, avant la fin de l'année en cours". Concernant le développement des ressources humaines, M. Saihi a affirmé que l'investissement dans l'élément humain représente l'un des principaux axes de la réforme", appelant, dans ce contexte, "à favoriser l'autonomisation des jeunes compétences et à les encourager à assumer la responsabilité, notamment dans les domaines liés aux technologies modernes, à la lumière de l'accès aux connaissances des cadres expérimentés", ainsi que "la rationalisation des dépenses et l'ancrage de la culture de bonne gestion pour orienter les ressources vers les priorités à impact direct sur l'amélioration de la performance", conclut le document.

APS

PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE DE LOUIS MALASSIS

« Ils vous nourriront tous, les paysans du monde, si... »

Lire un important ouvrage du professeur Louis MALASSIS : « Ils vous nourriront tous, les paysans du monde, Si... ». Dernier ouvrage de la trilogie paysanne de Louis MALASSIS, un grand spécialiste de l'agriculture et du développement rural, ancien directeur de l'enseignement et la recherche au Ministère de l'Agriculture en France, père de l'Economie agroalimentaire, ancien directeur du CIHEAM-Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (France), fondateur d'Agropolis et d'Agropolis-Muséum. Louis Malassis, avec sa grande expérience, a voulu transmettre, avant sa mort, l'essentiel de son expérience et une réflexion stratégique sur les savoirs ruraux et de la culture paysanne à l'échelle du monde. Ce troisième livre, publié aux Editions CIRAD-INRA, 2006, est un essai de synthèse sur le passé, le présent et le devenir des paysans. Louis Malassis dit, entre autres, : "Ils vous nourriront tous, les paysans du monde, si les nouvelles sociétés, animées par une philosophie sociopolitique d'un développement humain plus équitable et plus durable, contribuent à former les nouveaux paysans,



compétents et responsables, capables de mettre en œuvre une agriculture nourricière, productive et durable », « Si la mondialisation ne détruit pas les agricultures en transition dans les pays du sud. Si l'entière humanité tend vers des civilisations de paix, de respect de la personne humaine, de dignité dans le travail ». Ainsi, « les paysans du monde pourront achever leur longue marche et la nouvelle société aller vers un bonheur durable ». (Extrait du résumé sur le dos du livre) Est-ce que cela nous inspire quelque chose pour relancer l'agriculture paysanne et l'agriculture familiale en Algérie ? Par Zoubir SAHLI, Agroéconomiste

INDUSTRIE DU GYPSE

Global Gypse passe sous contrôle d'Etex en Algérie

Etex, leader mondial des solutions de construction légère basé en Belgique, prend une participation majoritaire dans Global Gypse, spécialiste dans la production de plaques de plâtre via sa marque locale Gyplac et d'autres produits à base de gypse établi en Algérie. L'industrie du gypse joue un rôle essentiel dans les solutions de construction légère et dans le secteur de la construction dans son ensemble. Elle devrait enregistrer une croissance mondiale de plus de 4 % par an jusqu'en 2032. Grâce à cette opération en Algérie, Etex renforce en-

core sa présence internationale dans un nouveau pays, développe une position sur le marché algérien en croissance des plaques de plâtre et se positionne stratégiquement pour les exportations vers l'Afrique et d'autres régions. En Afrique, Etex dispose de plusieurs sites en Afrique du Sud et au Nigeria, et emploie près de 600 personnes. L'Algérie constitue un nouveau pays d'activité pour Etex. Avec cette nouvelle position, Etex compte désormais plus de 190 sites dans 47 pays, emploie 13 500 personnes et a généré un chiffre d'affaires de 3,7 milliards d'euros en 2025.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA	
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,07	-9,56	6,07	10,17	0,00	
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,13	-0,43	9,00	5,56	40203	56 284 200,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,10	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	6,06	3,29	10,97	5,43	323	742 900,00
EGH El Aurassal	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,63	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,47	4,21	4,72	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 30 جوان 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juin 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup>			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	91	103	79	البطاطا
	Tomate	86	103	69	الطماطم
	Oignon sec	67	76	59	البصل الجاف
	Ail sec	666	755	577	الثوم الجاف
	Ail vert	314	339	288	الثوم الاخضر
	Carotte	93	105	81	الجزر
	Navet	108	119	97	اللفت
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر
	Piment	130	151	110	الفلفل الحار
	Courgette	94	108	80	الكوسة
	Haricot vert	169	189	149	الفاصولياء الخضراء
Laitue	115	129	100	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	548	681	415	التفاح المحلي
	Datte	500	622	378	التمر
	Banane	522	542	503	الموز
	Melon	123	142	104	البطيخ الاصفر
	Pastèque	77	91	63	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2016	2162	1870	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	343	355	330	الدجاج
	Ceufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

## UN SYSTÈME NATIONAL D'INFORMATION EST LANCÉ

# La digitalisation de l'agriculture s'accélère

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche franchit une étape majeure dans la modernisation de la gouvernance du secteur. Le nouveau Système national d'information agricole, présenté lundi par le ministre Yacine El Mahdi Oualid, ambitionne de centraliser les données, d'améliorer le pilotage des politiques publiques et de renforcer la sécurité alimentaire du pays.

Par Réda Hadi

La transformation numérique du secteur agricole s'accélère en Algérie. Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action 2026, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a procédé, lundi, au lancement officiel du Système national d'information agricole (SNIA), une plateforme numérique appelée à devenir le principal outil de pilotage et d'aide à la décision pour l'ensemble du secteur. Présenté lors d'une rencontre nationale réunissant les cadres de l'administration centrale et locale, les responsables des instituts et centres de recherche, les dirigeants des offices et établissements publics sous tutelle ainsi que les membres du Conseil scientifique national de la sécurité alimentaire, ce projet constitue l'un des chantiers les plus ambitieux engagés par le ministère en matière de digitalisation. Développé par une équipe de jeunes ingénieurs et experts algériens, le système répond à une nécessité devenue incontournable : disposer d'une base de données unique, fiable et constamment actualisée pour accompagner la transformation de l'agriculture nationale. Jusqu'à présent, les informations étaient souvent dispersées entre plusieurs structures administratives, rendant plus complexe l'évaluation des programmes et le suivi des performances du secteur. Dans son allocution, le ministre a souligné que cette nouvelle plateforme permettra de passer d'une gestion fondée sur des estimations à une gouvernance reposant sur des données précises et des indicateurs mesurables. « La décision publique doit désormais s'appuyer sur une information fiable, actualisée et accessible en temps réel », a-t-il affirmé, estimant que la numérisation constitue aujourd'hui un levier essentiel pour améliorer l'efficacité des politiques agricoles. Le Système national d'information agricole assurera ainsi la collecte, la centralisation, la

sécurisation et l'analyse de l'ensemble des données relatives aux activités agricoles. Les informations seront alimentées progressivement par les différentes structures du ministère avant d'être exploitées sous forme de tableaux de bord destinés aux responsables centraux, aux directions des services agricoles des wilayas ainsi qu'aux subdivisions locales. Le déploiement du dispositif sera réalisé de manière progressive. Une première version est d'ores et déjà opérationnelle et concerne le suivi de la campagne nationale de moisson-battage. Cette application permet d'enregistrer quotidiennement les superficies récoltées, les volumes de production, les rendements réalisés ainsi que les difficultés rencontrées sur le terrain. Les responsables pourront ainsi identifier rapidement les insuffisances, notamment en matière de disponibilité des moissonneuses-batteuses, et intervenir plus efficacement pour résoudre les contraintes signalées. Cette première application répond également à une préoccupation pratique des producteurs céréaliers. Elle facilite notamment le traitement des dossiers des agriculteurs ne disposant pas encore de la carte professionnelle, leur permettant de commercialiser ou de déposer leurs récoltes auprès des centres de stockage de l'Office algérien interprofessionnel des céréales dans de meilleures conditions. Au-delà du suivi de la campagne céréalière, le ministre entend faire du SNIA une plateforme intégrée couvrant l'ensemble des activités agricoles. Plusieurs modules seront progressivement déployés afin de constituer un véritable écosystème numérique au service des décideurs et des professionnels. Le futur système intégrera notamment un Registre national agricole, appelé à devenir la base de référence recensant les exploitations, les agriculteurs et les principales filières de production. Il comprendra également un registre foncier agricole permettant de cartographier les périmètres agricoles, de suivre

les superficies exploitées et de disposer d'indicateurs détaillés sur la qualité et la fertilité des sols selon les régions. D'autres modules porteront sur la gestion des ressources animales, le suivi des campagnes de vaccination, la traçabilité du cheptel, la gestion des intrants agricoles, le suivi des programmes publics de soutien ainsi que le financement des exploitations agricoles. L'objectif est d'améliorer la transparence dans l'attribution des aides, de mieux mesurer leur impact économique et de faciliter le contrôle de leur exécution. La plateforme intégrera également des outils de suivi des marchés agricoles, permettant d'observer en temps réel l'évolution des prix de gros et de détail, de détecter les tensions sur certaines filières et d'aider les pouvoirs publics à intervenir rapidement pour préserver l'équilibre des marchés et protéger le pouvoir d'achat des consommateurs. Les enjeux climatiques occupent également une place importante dans cette architecture numérique. Le système comprendra un module dédié au suivi des ressources hydriques, des précipitations, des niveaux de remplissage des barrages et des indicateurs de sécheresse. Associé à un dispositif national d'alerte précoce, il permettra d'anticiper les risques liés aux changements climatiques, aux crises sanitaires ou aux menaces pesant sur la sécurité alimentaire. Le secteur de la pêche et de l'aquaculture bénéficiera lui aussi de cette transformation numérique grâce à un module spécifique consacré au suivi de la production halieutique, de la flotte de pêche et du développement des fermes aquacoles, y compris dans les régions sahariennes. Un autre système sera dédié à la surveillance des ressources forestières, de la biodiversité et des risques d'incendies. À travers ce vaste chantier de digitalisation, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche entend inscrire durablement le secteur dans une logique de gouvernance moderne fondée sur la donnée.

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Une ferme expérimentale pour l'Université "Ziane Achour" de Djelfa

L'Université "Ziane Achour" de Djelfa a bénéficié d'un projet de réalisation d'une ferme expérimentale destinée à renforcer la formation pratique des étudiants et chercheurs dans les filières agricoles et environnementales, a-t-on appris mardi auprès du rectorat de l'université. Selon le recteur, Aïlam El Hadj, ce projet, dont les travaux ont récemment été lancés et dont la réception est prévue en juillet prochain, est doté d'une enveloppe initiale de 50 millions de DA au titre du programme de développement complémentaire. Cette nouvelle infrastructure viendra compléter la maison des expérimentations créée il y a deux ans, qui a déjà contribué à améliorer le volet pratique de la formation. S'étendant sur une superficie de 5 hectares, à proximité du campus universitaire, la ferme comprendra deux pôles. Le 1<sup>er</sup> dédié à la production animale, équipé de quatre bâtiments préfabriqués pour l'élevage de petits animaux ainsi que d'un grand enclos. Ces installations seront mises à la disposition des étudiants et des chercheurs en parasitologie, en production animale et en sciences vétérinaires. Le second pôle de la ferme sera consacré à la production végétale. Il comprendra deux parcelles (une pour l'expérimentation et l'autre pour les arbres fruitiers), quatre serres ainsi que des équipements pédagogiques destinés aux spécialités du cycle -Licence relatives à la biologie végétale et à l'agriculture environnementale. Selon le recteur de l'université de Djelfa, ce projet, réalisé sous la supervision de la Direction des services agricoles, prévoit également la construction de deux laboratoires. La ferme expérimentale permettra de renforcer la formation pratique des étudiants et des chercheurs, tout en favorisant l'ouverture de l'université sur son environnement externe. A noter que l'Université "Ziane Achour" a enregistré, au titre de l'année universitaire 2025-2026, clôturée au début de la semaine en cours, la sortie de 7.076 étudiants, dont 4.085 titulaires d'une licence et 2.991 d'un master, tandis que 58 doctorants ont soutenu leur thèse. APS

## CRÉATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE À L'ÉTRANGER

## L'Algérie amorce un virage stratégique

Par Selma R.

Bien plus qu'une nouvelle structure consultative, le Conseil supérieur de la communauté scientifique nationale à l'étranger traduit un changement profond dans la manière dont l'Algérie entend mobiliser son potentiel scientifique, renforcer sa souveraineté technologique et faire de la recherche un moteur de son développement. Portée par les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, cette initiative intervient dans un contexte de compétition mondiale de plus en plus intense pour attirer les chercheurs et les talents de haut niveau. Pour les pouvoirs publics, il ne s'agit plus de subir cette concurrence, mais de transformer la diaspora scientifique en un véritable levier stratégique. Invité de la « Chaîne I » de la Radio nationale, le directeur général de la Recherche scientifique et du Développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scienti-

fique, le professeur Mohamed Bouhicha, a résumé cette vision en déclarant : « Aujourd'hui, il y a une véritable bataille mondiale pour capter les cerveaux. L'Algérie a fait le choix d'investir dans sa matière grise ». Contrairement aux initiatives ponctuelles du passé, le Conseil est conçu comme une institution permanente, composée exclusivement de scientifiques algériens établis à l'étranger. « Il s'agit d'une instance représentative à 100 % de notre communauté scientifique à l'étranger, avec un fonctionnement autonome et une mission clairement définie », a précisé le responsable. La réunion constitutive a permis de poser les bases juridiques et organisationnelles de cette nouvelle instance. Les membres fondateurs exerceront un mandat limité dans le temps afin de garantir une alternance et d'élargir progressivement la participation des compétences nationales. Sa première mission consistera à établir une cartographie exhaustive des chercheurs algériens à l'étranger afin de disposer, pour

la première fois, d'une vision globale de leurs domaines d'expertise. Le Conseil jouera également un rôle consultatif auprès des pouvoirs publics. Il sera appelé à se prononcer sur les grands projets nationaux, tout en proposant des solutions innovantes et en anticipant les évolutions scientifiques et technologiques. Pour Mohamed Bouhicha, cette démarche répond aussi à un impératif de souveraineté scientifique. Il a toutefois précisé que le Conseil viendra compléter le dispositif national de recherche, sans se substituer aux structures déjà en place. Cette stratégie accompagne une réforme visant à rapprocher davantage la recherche scientifique du monde économique. « Près d'une centaine de produits issus de la recherche sont aujourd'hui exploités par des entreprises et des secteurs ministériels », a indiqué Mohamed Bouhicha, rappelant qu'à peine trois ou quatre produits avaient été valorisés durant la décennie précédente. Les chercheurs peuvent désormais percevoir les revenus de leurs brevets ou

détenir des parts dans les start-ups issues de leurs travaux. Un nouveau dispositif prévoit également des primes pour les publications scientifiques dans les revues internationales de référence. Le ministère souligne aussi que l'Algérie dispose aujourd'hui d'une vingtaine de plateformes technologiques répondant aux standards internationaux ainsi que d'un accès aux principales bases de données scientifiques. Le professeur Bouhicha estime par ailleurs que l'intelligence artificielle transformera durablement les économies et les métiers. « Les professions qui ne s'adapteront pas à l'intelligence artificielle sont appelées à disparaître », a-t-il averti, en soulignant également les défis liés aux technologies quantiques, notamment en matière de cybersécurité. Face à ces mutations, l'université est appelée à faire évoluer ses méthodes d'enseignement et à renforcer ses liens avec le monde économique.

## TIARET

**Lancement des travaux de forage de deux puits profonds pour renforcer l'AEP de trois agglomérations**

Des travaux de forage de deux puits profonds ont été lancés, récemment, dans les localités de Si-El-Haouès et Aïn-Mesbah, dans la wilaya de Tiaret, afin de renforcer l'alimentation en eau potable de ces deux agglomérations, ainsi que de l'agglomération de Bibane-Mesbah, a indiqué, lundi, le directeur de l'hydraulique, Laïd Aïssani. M. Aïssani a précisé que ces deux projets sont inscrits dans le cadre du programme sectoriel de l'année en cours, pour une enveloppe budgétaire de 38,5 millions de dinars, ajoutant que les deux opérations "devront être achevées dans un délai de trois mois". Concernant le premier puits, qui sera réalisé à proximité du village d'Aïn-Mesbah, dans la commune de Tiaret, les études techniques ont révélé qu'il atteignait une profondeur de 300 mètres, avec un débit estimé à 15 litres par seconde.

Ce puits servira à renforcer l'alimentation en eau potable des habitants des localités d'Aïn-Mesbah et de Bibane Mesbah, qui regroupent plus de 4.000 habitants, sachant que l'AEP de ces deux agglomérations secondaires dépend actuellement d'un seul puits.

Le deuxième puits, qui sera foré près du village de Si-El Haouès, dans la commune de Sebaine, atteint une profondeur de 400 mètres et offrira, selon les études techniques, un débit supérieur à 10 litres par seconde. Il permettra d'assurer un approvisionnement stable et suffisant en eau potable aux habitants de cette localité, qui compte plus de 3.000 habitants.

L'excédent des ressources en eau sera destiné à renforcer le réseau AEP du village de Sebaine, qui est actuellement alimenté à raison d'une journée d'approvisionnement tous les quatre jours, à partir des sources de la région de Ras-Sebaine, a précisé M. Aïssani. Agence

## SÉTIF

**Plus de 14.000 adhérents des établissements de jeunes bénéficieront d'excursions vers les plages**

Le plan bleu de la saison estivale 2026 prévoit dans la wilaya de Sétif d'organiser des excursions vers les plages des wilayas côtières au profit de 14.400 adhérents (garçons et filles) des établissements de jeunes, à-on informé lundi auprès de l'Office des établissements de jeunes (Odej).

L'opération s'inscrit dans le cadre du programme de la direction de la jeunesse et des sports élaboré en coordination avec l'Odej et les associations activant dans le domaine à l'occasion de la saison estivale pour offrir des sorties récréatives au bord de la mer au profit des jeunes et des enfants au cours des vacances estivales, a indiqué le chargé de communication de l'Odej, Abdelhak Boudissa.

Tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour assurer le succès de ces sorties récréatives vers les quatre wilayas côtières de Jijel, de Skikda, de Boumerdès et de Bejaia, selon la même source.

La première excursion sera organisée le 8 juillet et ces excursions seront poursuivies jusqu'au 12 août selon un programme périodique au profit des catégories ciblées de sorte à faire bénéficier de cette initiative le plus grand nombre d'adhérents des établissements de jeunes, selon la même source.

APS

## BATNA

**Plusieurs projets mis en service dans 5 communes des dairas d'Ain Touta et de N'gaous**

Plusieurs projets de développement, liés à différents secteurs, ont été mis en service, lundi, dans les communes d'Ain Touta et Ouled Aouf (daira d'Ain Touta) et de N'gaous, Sefiane et Boumegueur (N'gaous), dans la wilaya de Batna, sous la supervision du wali, Riadh Benahmed, dans le cadre du programme de commémoration du 64<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance et fête de la Jeunesse.

Dans la commune d'Ain Touta, le wali, accompagné des autorités civiles et militaires, a supervisé la réception et l'inauguration d'un projet de 50 logements promotionnels aidés (LPA).

Il a écouté, à cette occasion, un exposé sur l'état d'avancement des programmes d'habitat en cours de réalisation dans les différentes communes, et qui sont au nombre de 11.258 logements pertinents des différentes formules, parmi lesquels 3.913 unités sont achevées et seront distribuées le 5 juillet prochain.

Dans la commune d'Ouled Aouf, une collectivité à caractère agricole, le chef de l'exécutif local a supervisé l'inauguration et la mise en service du nouveau siège de la commune, tandis que dans la commune de N'gaous, deux projets ont été mis en service, en l'occurrence le raccordement de 65 foyers au réseau de distribution de gaz naturel et de 15 foyers au réseau électrique, dans la région d'Ouled Bouhafs.

Dans la commune de Sefiane, c'est une salle de soins qui a été inaugurée à la cité Ain Sefra au profit de plus de 3.500 habitants, sous la tutelle de M. Benahmed qui



a également donné le coup d'envoi des travaux de raccordement de 124 foyers de la région de Tifrane au réseau du gaz naturel.

Le wali a ensuite supervisé la mise en service d'une nouvelle salle de soins dans la commune de Boumegueur, la deuxième structure du genre dans cette collectivité, mais qui se distingue par la mise en place d'un service de permanence nocturne.

M. Benahmed a indiqué que les différents projets mis en service « traduisent

les efforts déployés par l'Etat pour soutenir le développement local dans divers domaines et à travers différents programmes », a souligné que les travaux de raccordement de 3.694 foyers de la wilaya au réseau de gaz naturel et de 1.340 nouveaux foyers au réseau électrique ont été achevés pour être progressivement mis en service au cours du mois de juillet prochain, tandis que les travaux de raccordement de 2.127 autres foyers de plusieurs communes au réseau de gaz naturel ont été entamés.

Le même responsable a également fait savoir que la mise en service de 41 fourrages est programmée pour le mois de juillet prochain afin de renforcer l'alimentation en eau potable des habitants de plusieurs communes et ce, après la mise en service récente de cinq autres fourrages " en attendant les travaux de réalisation de nouveaux fourrages dans les prochains jours ".

Le wali de Batna s'est enquis, au cours de sa tournée, des préoccupations des habitants des cinq communes visitées, s'engageant à les prendre en charge selon les priorités et les ressources disponibles. Aps

## TIMIMOUN

**Divers projets pour impulser le développement à Ksar Kaddour**

De nombreux projets, tous secteurs confondus, sont en cours de réalisation dans la commune de Ksar Kaddour (45 km au nord de Timimoun), dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, à-on informé lundi des responsables de cette collectivité locale. Parmi ces projets figurent la réalisation de 20 logements publics locatifs, d'une centaine de lots à bâtir, en plus d'une nouvelle école pri-

maire au profit des quartiers intégrés et des classes d'extension au niveau d'un établissement éducatif similaire, ce qui contribuera à renforcer les conditions d'accueil et de scolarisation des élèves, a précisé le vice-président de l'Assemblée populaire communale (APC), Tayeb Ouled Bellala. Ce programme de développement comporte également d'autres opérations, notamment la consolidation du réseau d'assainissement dans

les ksour de Tilaghmine et Sidi-Mansour, l'aménagement de l'entrée de la ville sur 1,5 km, y compris le revêtement de chaussées et l'installation de l'éclairage public, ainsi que des travaux de renforcement du réseau routier dans le cadre de projets de désenclavement, a ajouté le même responsable. La commune de Ksar Kaddour a également bénéficié de la mise en service de nouvelles installations, à l'image d'une polyclinique à Ksar

Béni-Aïssa, venant améliorer l'offre de soins de proximité, et d'un château d'eau destiné à alimenter près d'un millier d'habitants en eau potable, at-il poursuivi. Lors d'une récente visite de terrain, le wali de Timimoun, Souna Benamar, a souligné l'importance de ces projets vitaux directement liés à la vie quotidienne du citoyen, tout en insistant sur le respect des normes techniques en vigueur et les délais contractuels impartis. R E.

## EL BAYADH - EL ABIODH SIDI CHEIKH

**Opération d'ouverture de 150 km de pistes agricoles**

Les wilayas d'El Bayadh et la wilaya déléguée d'El Abiodh Sidi Cheikh ont constitué d'une opération de développement portant sur l'ouverture de 150 km de pistes agricoles, dans le cadre des efforts de l'Etat visant à développer le secteur agricole et à accompagner les agriculteurs et les investisseurs, at-on appris, lundi, auprès de la direction des Services agricoles de la wilaya d'El Bayadh.

Cette opération concernera 13 zones agricoles réparties sur sept communes des deux wilayas, dont de grands périmètres agricoles destinés à l'investissement, notamment le périmètre de Bahria, dans la commune de Brézina, ainsi que les périmètres Dour 1 et Dour 2,

dans la commune d'El Bnouh, en plus d'autres zones agricoles ciblées. Les travaux d'ouverture de ces pistes agricoles devraient être lancés, prochainement, une fois les procédures administratives en cours finalisées. La longueur de chaque piste varie entre 5 et 20 km.

Cette opération vise à désenclaver les exploitations et les terres agricoles attribuées dans le cadre de la mise en valeur agricole, facilitant ainsi les déplacements des agriculteurs et améliorant les conditions d'exploitation des périmètres agricoles.

Elle vient s'ajouter à d'autres projets de développement réalisés au cours des dernières années ou actuellement en

cours dans les deux wilayas, notamment les projets de raccordement à l'électricité agricole, qui ont permis d'alimenter plus de 3.500 exploitations agricoles depuis la fin de l'année 2022 jusqu'à l'année en cours.

Par ailleurs, il est prévu d'achever, avant la fin de l'année, le raccordement de 773 exploitations agricoles supplémentaires au réseau électrique, en plus de l'octroi d'un nombre important d'autorisations de forage de puits d'irrigation, dans le cadre des efforts continus de l'Etat visant à accroître la production agricole nationale, à moderniser le secteur et à soutenir les professionnels de l'agriculture.

R E.

# Le G7 : cinquante ans d'adaptation aux réalités géopolitiques

Cette dénomination adoptée un an après la naissance de ce sommet, et l'entrée du Canada, a donc été maintenue depuis 50 ans. Mais, il ne faut nullement y voir de l'immobilisme. Comme tout organisme vivant, son format dans la réalité a connu des phases, et donc une constante évolution, intégrant les dynamiques géopolitiques du monde.

Par Gérard Vespierre (\*)

**L**e sommet d'Evian s'inscrit totalement dans ce réalisme, et la présence de l'Inde, du Brésil, de l'Égypte et du Kenya, associent diversité des continents et des dimensions nationales. À sa naissance en 1975, en réunissant les principaux pays industrialisés, et démocratiques, ce sommet s'inscrivait dans le souci de coordonner de nouvelles orientations, nécessaires après un double choc mondial, monétaire et économique. En 1971 était intervenu la fin des accords de Bretton Woods supprimant la convertibilité dollar-or, et en 1973 le monde avait fait face au premier choc pétrolier. En 1974, trois nouveaux chefs d'Etat, Gerald Ford, Helmut Schmidt, et Valéry Giscard d'Estaing, arrivent au pouvoir. Ils partagent la conviction que les méthodes diplomatiques classiques sont trop lourdes. Ils décident de créer un format plus souple, informel, centré sur les chefs d'Etat. Initialement G6, puis 7, dès l'année suivante avec le Canada, les États-Unis, la France, l'Allemagne de l'ouest, la Grande-Bretagne, l'Italie, et le Japon, entendent se coordonner pour stabiliser l'économie mondiale, moderniser la diplomatie, et renforcer la coopération occidentale dans un contexte de guerre froide. Mais après une dizaine d'années, et la chute de l'URSS, le besoin s'est fait sentir d'inviter des pays extérieurs. Il était nécessaire d'associer les économies émergentes, de traiter les crises régionales avec les pays concernés, et de conférer une légitimité élargie aux décisions du G7.

## Les étapes d'une ouverture globale

La Russie constitue un exemple très clair de l'ajustement du G7 aux réalités géopolitiques. Le sommet de Londres en 1991 vit l'invitation de Mikhaïl Gorbatchev, encore dirigeant de l'URSS, qui souhaitait obtenir un soutien économique accru. La Russie transforma le G7 en G8, à Denver, en 1997, mais l'annexion de la Crimée, en 2014, a mis fin à 17 ans de participation. À partir des années 2000 se sont institutionnalisées des sessions 'outreach' afin de 'sensibiliser' et donc d'impliquer, les pays membres du G7 dans les problèmes des grandes économies émergentes, Inde, Brésil, Afrique du Sud, Chine. Il s'est agi également de créer des contacts directs avec les pays impliqués dans des crises ou des zones de crise, à l'exemple de l'Ukraine, ou des pays du Sahel ou du Moyen-Orient. Enfin, il était également nécessaire pour le G7 d'assurer des contacts directs avec des pays représentant l'Asie-Pacifique



(Corée du sud, Vietnam, Australie...) et l'Afrique (Ethiopie, Tunisie, Liberia...) vastes entités géographiques en mouvement. Si l'entité G7 se place méthodiquement dans les dynamiques géopolitiques du monde, les membres du G7 voient aussi leurs stratégies évoluer, et peuvent en tenir compte dans les invitations. L'exemple de la France dans l'évolution de sa géopolitique africaine est à ce titre particulièrement intéressant.

## Révision géopolitique française en Afrique

Nul besoin de faire la liste des déboires politiques de la France sur le continent africain. Ils se sont accentués au début de la décennie en cours, et ont été très visibles. Mais ce qui est beaucoup moins connu, visible et identifié, est l'analyse qui en a été faite, les modifications radicales apportées, et les directions stratégiques qui en ont découlé. La présence française était architecturée sur l'Histoire, et donc structurée par une présence militaire visible, importante, et impliquant de ce fait fortement les pouvoirs politiques nationaux. Tout changement profond de la politique française exigeait en conséquence, une modification tout aussi profonde de l'organisation de sa présence militaire. La fermeture des bases permanentes a donc été décidée. Elle s'est de plus accompagnée d'un reformatage allégé, moins visibles, et surtout adapté, et contractualisé, selon les besoins des pays d'accueil. Une page très rapidement, et silencieusement se tournait ; une autre s'ouvrait. Il s'en est également suivi une ouverture stratégique, affirmée, à l'ensemble du continent, incluant de ce fait les pays anglophones. L'expérience africaine glo-

bale, culturelle, économique, sécuritaire de la France, n'avait aucune raison de connaître les limites des frontières linguistiques. Dès lors, besoins africains, et capacités françaises pouvaient et devaient se rencontrer dans ce nouveau cadre, totalement ouvert. La convergence stratégique entre la France et le Kenya, de Nairobi à Evian, doit se lire à travers ces orientations nouvelles.

## Une convergence stratégique diversifiée

Le Kenya s'est constitué de solides positions économiques, diplomatiques et sécuritaires en Afrique de l'Est. La croissance de son PIB supérieure à 5% ces dernières années, s'appuie sur une économie diversifiée, entre agriculture, services, finances et logistique. Nairobi est la capitale financière de la région, et un hub technologique, accueillant le siège de nombreuses entreprises internationales. Cette position lui permet de jouer un rôle diplomatique significatif. Nairobi joue un rôle reconnu de médiateur dans les conflits locaux en Somalie, Ethiopie, et au Soudan du sud, et participe aux missions de l'ONU et de l'Union Africaine. Le Kenya dispose également d'une capacité sécuritaire certaine, avec une force militaire reconnue comme une des plus professionnelles du continent. Disposant de ces leviers, le président Ruto a accéléré la diplomatie kenyane, en se positionnant également comme l'un des porte-voix du Sud-Globale. Nairobi et Paris, ne pouvaient que converger, dans le cadre des nouvelles orientations stratégiques africaines de la France. Plus de 140 entreprises françaises sont à ce jour implantées au Kenya, contre une

trentaine au milieu des années 2010. Ce dynamisme s'exprime aussi par un accord impliquant la société CMA CGM pour un projet de 700 millions d'euros en développement d'infrastructures. Dans le domaine sécuritaire, l'expérience française, hommes et matériels, sur le continent, crée une coopération aisée avec les forces armées kenyanes. Enfin, Les deux pays affichent une proximité croissante sur les enjeux internationaux, et la priorité multilatérale.

Le rapprochement entre le Kenya et la France est donc fondé sur un calcul stratégique mutuel. Les deux présidents William Ruto et Emmanuel Macron affichent une entente à la hauteur de cette convergence. Cette dynamique explique le choix de Nairobi comme lieu du dernier sommet 'Africa Forward' entre l'Afrique et la France. Il concrétisait les nouvelles orientations françaises, vers « l'Afrique Globale » en se déroulant dans un pays anglophone, et chez un hôte en harmonie avec les options diplomatiques internationales de la France. A l'inverse, l'invitation faite au Kenya de se joindre au très récent G7, se déroulant en France, concrétise la symétrie d'une entente, toute aussi globale. Le sommet de 2026 reflète donc bien l'adaptation géopolitique permanente du G7.

(\*) *Analyste géopolitique, diplômé de l'ISC Paris, Maîtrise de gestion, DEA finances Dauphine PSL, fondateur du Média web [www.le-monde-decrypte.com](http://www.le-monde-decrypte.com) Intervenant régulier TV et radio. Chroniqueur géopolitique IDFM Radio 98.0.*  
Source: La Tribune.fr; publié le 29/06/2026

**POUSSÉ PAR SES BESOINS BUDGÉTAIRES ET DE NOUVEAUX INVESTISSEMENTS PÉTROLIERS**

**L'Irak réclame un relèvement de son quota au sein de l'OPEP**

L'Irak réclame un relèvement de son quota au sein de l'OPEP, poussé par ses besoins budgétaires et de nouveaux investissements pétroliers. Une crise économique provoquée par la guerre avec l'Iran et une nouvelle vague d'investissements de la part des majors pétrolières poussent l'Irak à exiger avec insistance un relèvement de son quota de production au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), au risque d'entrer en collision avec le cartel.

La pression exercée par Bagdad s'ajoute aux défis auxquels est confrontée l'OPEP, encore ébranlée par les retombées du conflit et le départ choc des Émirats arabes unis après près de 60 ans d'adhésion.

La guerre, qui a imposé des coupes massives dans les exportations, a aggravé les dissensions entre les principaux membres du Golfe au sein du groupe. L'Irak l'un des cinq membres fondateurs de l'OPEP et son deuxième producteur — a subi un choc économique majeur alors que les recettes pétrolières, qui constituent l'essentiel des revenus de l'État, se sont tarries.

« La demande de l'Irak pour un quota plus élevé est avant tout une réponse aux pressions économiques croissantes », a déclaré un conseiller irakien à l'énergie, sous couvert d'anonymat en raison de la sensibilité du dossier.

« Les perturbations des exportations et les pertes liées à la guerre ont accru la nécessité d'augmenter la production. »

Alors que la fragile trêve entre les États-Unis et l'Iran promet désormais de débloquent le détroit d'Ormuz, l'Irak s'empresse de renflouer ses caisses et envisage toutes les options possibles si son quota n'est pas significativement relevé.

Le pays a même envisagé de quitter le bloc, ont indiqué des sources à Reuters la semaine dernière, bien que le Premier ministre Ali Faleh al-Zaidi ait affirmé vendredi dans un communiqué qu'une telle mesure n'avait pas été discutée.

La conviction que le pays devrait tirer davantage profit de ses ressources pétrolières a été renforcée par une série d'accords de plusieurs milliards de dollars signés depuis début 2025 avec des majors pétrolières qui, pendant des années, ont boudé l'Irak en raison de son instabilité. BP s'est engagé à hauteur de 25 milliards de dollars pour redévelopper quatre gisements géants à Kirkouk. TotalEnergies exécute un projet de 10 milliards de dollars à Bassora. ExxonMobil a signé un accord pour développer l'immense champ de Majnoon, et Chevron a également envisagé un retour.

R. I.

## TUNISIE

## Un plan national d'efficacité énergétique jusqu'en 2040

*La Tunisie produit moins d'un tiers du gaz naturel qu'elle consomme. Le reste est importé, principalement d'Algérie. Cette situation expose les finances publiques aux fluctuations des prix mondiaux et aux aléas d'approvisionnement.*

L'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie (ANME) a lancé un appel d'offres pour l'élaboration d'un plan d'action sur l'utilisation rationnelle de l'énergie en Tunisie à l'horizon 2040. Les offres doivent être déposées au plus tard le 21 juillet via la plateforme publique des achats publics. Selon l'avis officiel de l'ANME relayé par La Presse de Tunisie mardi 23 juin, ce plan confiera à un bureau d'études ou à un consultant la mission d'élaborer une feuille de route nationale sur l'efficacité énergétique à l'horizon 2040. Il devra identifier les priorités et les mesures nécessaires pour améliorer l'efficacité énergétique dans l'industrie, le résidentiel, les transports et des services. Cette initiative prolonge une démarche déjà engagée. En octobre 2025, l'ANME avait en

effet lancé un appel d'offres similaire pour un plan à l'horizon 2035. « Ce projet vise à élaborer une vision stratégique globale destinée à rationaliser la consommation énergétique et à améliorer son efficacité dans les différents secteurs économiques. Il s'aligne avec les orientations nationales en matière de développement durable et de sécurité énergétique », précise l'ANME.

### Une urgence dictée par la dépendance structurelle au gaz

Le gaz naturel alimente environ 92 % de la production d'électricité du pays, indique le rapport de conjoncture énergétique de l'Observatoire national de l'énergie et des mines (ONEM) publié en juin 2026. Or, la Tunisie

ne produit qu'environ un tiers du gaz qu'elle consomme. Le reste provient principalement d'importations en provenance d'Algérie, dont les achats ont progressé de 12 % entre avril 2025 et avril 2026, d'après la même source.

La Tunisie s'est fixé une stratégie nationale à l'horizon 2035, adoptée par le Conseil des ministres le 11 avril 2023. Elle vise une réduction de 30 % de la consommation d'énergie primaire et une part de 30 % des énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2030. Sans actions supplémentaires, le déficit énergétique tunisien pourrait atteindre 95 % de la demande nationale en 2035, selon des projections citées par l'Institut tunisien des études stratégiques.

Agence

## FMI-EGYPTE

## Un accord préliminaire pour débloquer un financement de 1,6 milliard \$

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé ce lundi 30 juin être parvenu à un accord préliminaire avec l'Égypte pour lui débloquer un financement de 1,6 milliard de dollars, à la suite d'une nouvelle évaluation de son programme de réformes économiques. Cet accord doit encore recevoir la validation formelle du conseil d'administration du Fonds, selon un communiqué de l'institution internationale basée à Washington.

Confrontée à un risque de crise de la dette, l'Égypte a déjà reçu plusieurs enveloppes de soutien, notamment de la part de l'Union

européenne, et bénéficie d'un programme d'aide du FMI de 8 milliards de dollars sur près de quatre ans. Le pays a déjà bénéficié d'une rallonge du FMI, à hauteur de 2 milliards de dollars, annoncée en février.

Si « l'impact de la guerre au Moyen-Orient sur l'économie égyptienne est resté relativement limité, grâce aux mesures politiques prises en temps opportun », le pays ne reste pas moins vulnérable, souligne le FMI. L'inflation dans les aires urbaines « est restée élevée, à 14,6% en mai, et devrait désormais atteindre 15,8% d'ici la fin de l'exercice budgétaire - un ni-

veau supérieur aux prévisions d'avant-guerre », relève l'institution.

Sur les 1,6 milliard de dollars annoncés lundi, l'essentiel sera octroyé via le mécanisme élargi de crédit (MEDC) tandis qu'une centaine de millions seront liés à l'outil de financement pour soutenir la transition écologique et l'adaptation des pays émergents et en développement.

Dans son communiqué, le Fonds monétaire international met en avant les réformes engagées par l'Égypte pour élargir son assiette fiscale ainsi que pour réduire la présence de l'État dans l'économie. Les mesures d'austérité in-

troduites dans le cadre du programme de soutien du FMI, la pandémie de Covid-19 et les répercussions de la guerre en Ukraine ont mis à rude épreuve l'économie égyptienne ces dernières années.

Plus récemment, la guerre dans la bande de Gaza et les attaques des rebelles houthis en mer Rouge ont fortement réduit les recettes tirées du canal de Suez, une source majeure de devises étrangères. Des dévaluations répétées de la monnaie ainsi que la hausse des coûts des carburants et des transports ont encore réduit le niveau de vie des Égyptiens.

## SELON LES DONNÉES GOUVERNEMENTALES

## Les échanges commerciaux du Koweït au premier trimestre 2026 chutent à 7.2 milliards de dinars

Les exportations totales ont chuté de 20.5 % pour s'établir à 4.502 milliards de dinars, contre 5.66 milliards de dinars au premier trimestre 2025. Les importations ont également diminué, reculant de 12.3 % à 2.734 milliards de dinars. L'excédent commercial du Koweït a chuté de 30.6 % au premier trimestre 2026 pour s'établir à 1.768 milliard de dinars, contre 2.54 milliards de dinars au cours de la même période en 2025, les exportations et les importations ayant toutes deux diminué dans un contexte de baisse de l'activité commerciale, selon les dernières données publiées par le Bureau central des statistiques du pays du Golfe. D'après les données, les exportations totales ont chuté de 20.5 % pour s'établir à 4.502 milliards de dinars, contre 5.66 milliards de dinars au premier trimestre 2025. Les importations ont également reculé, de 12.3 %, à 2.734 milliards de dinars, contre 3.11 milliards de dinars un an plus tôt. En conséquence, le commerce extérieur total du Koweït s'est contracté de 17.6 % au premier trimestre 2026, pour atteindre 7.236 milliards de dinars, contre

8.77 milliards de dinars au même trimestre de l'année précédente. « Le ralentissement s'est poursuivi en mars, l'excédent commercial mensuel ayant diminué de 29.2 % sur un an pour s'établir à 610.6 millions de dinars, contre 862.8 millions de dinars en mars 2025. Les exportations ont chuté de 37.8 % au cours du mois, à 1.181 milliard de dinars, tandis que les importations ont reculé de 45 %, à 570.6 millions de dinars », a indiqué le Bureau central des statistiques. Les exportations de pétrole et de produits pétroliers ont représenté la majorité des ventes à l'étranger de ce pays du Golfe, atteignant environ 1.09 milliard de dinars en mars 2026, contre 1.7 milliard de dinars le même mois en 2025. « Les exportations hors pétrole ont totalisé 42.5 millions de dinars, tandis que les réexportations ont atteint 44 millions de dinars », a ajouté le Bureau central des statistiques. Selon le bureau des douanes, l'Arabie saoudite est restée la principale destination des exportations koweïtiennes hors pétrole en mars, le Royaume ayant importé des marchandises d'une valeur de 26.5 millions de dinars. Les

Émirats arabes unis (EAU) arrivent en deuxième position avec 17.1 millions de dinars, suivis de la Jordanie (7.5 millions de dinars), de l'Inde (7.47 millions de dinars) et de l'Irak (5.24 millions de dinars). « Du côté des importations, la Chine a conservé sa place de premier partenaire commercial du Koweït, avec des importations d'une valeur de 105.3 millions de dinars en mars. L'Arabie saoudite suit avec des importations d'une valeur de 95.8 millions de dinars, devant les Émirats arabes unis (64.1 millions de dinars) et le Japon (31.2 millions de dinars) », a indiqué l'agence. Les échanges commerciaux avec les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) se sont également affaiblis en mars 2026. Les exportations koweïtiennes vers les marchés du CCG ont diminué de 35.1 % pour atteindre 49.4 millions de dinars, contre 76.2 millions de dinars en mars 2025. Néanmoins, les marchés du Golfe ont représenté 4.2 % des exportations totales du Koweït, un pourcentage légèrement supérieur aux 4 % enregistrés un an plus tôt.

Agence

## TRANSITION VERTE

**Jusqu'à 84,5 millions d'emplois attendus en Afrique subsaharienne**

*Contrairement aux pays à revenu élevé, où les infrastructures à grande échelle et l'industrie fourniront la majeure partie des emplois verts d'ici 2050, l'économie verte africaine sera principalement portée par les activités de services et mise en œuvre par des réseaux informels d'opérateurs indépendants et de nano-entreprises.*

## Synthèse Rédaction Internationale

La transition verte en Afrique subsaharienne pourrait générer entre 3,8 et 7,9 millions d'emplois directs et indirects d'ici 2030, et entre 65,9 et 84,5 millions d'ici 2050, selon un rapport publié lundi 15 juin par FSD Africa, une agence de développement soutenue par le gouvernement britannique, en collaboration avec le cabinet de conseil en ressources humaines Shortlist et la Fondation Shell. Intitulé *Unlocking Africa's Green Transition: Opportunities towards a Green and Inclusive Workforce*, le rapport précise que l'écart entre la borne haute (7,9 millions d'emplois) et la borne basse (3,8 millions d'emplois) des projections à l'horizon 2030, soit 4,1 millions d'emplois, correspond au potentiel supplémentaire que des politiques ciblées permettraient de réaliser. Dans ce cadre, trois facteurs seront déterminants pour atteindre le plein potentiel en matière de création d'emplois : les investissements dans la cuisson

propre, l'évolution des cadres réglementaires relatifs à la mobilité électrique et l'application des réglementations existantes en matière d'économie circulaire. À l'horizon 2050, l'écart entre les bornes haute et basse de la fourchette d'estimation, soit 18,6 millions d'emplois, sera notamment influencé par deux facteurs : la productivité technologique et le risque climatique. En règle générale, lorsque la technologie évolue plus rapidement, l'emploi direct diminue. Mais le modèle des services décentralisés qui caractérisera la transition écologique en Afrique subsaharienne devrait permettre de conserver une intensité d'emploi plus élevée que celle des marchés à revenu élevé, car l'installation, la logistique du « dernier kilomètre » et le service client assuré par des agents ne peuvent pas être facilement automatisés. D'autre part, lorsque le risque climatique est plus élevé, l'emploi effectif est inférieur à l'objectif global, car la réduction de la capacité de production et les difficultés du sec-

teur agricole diminuent la demande opérationnelle de main-d'œuvre. Les chaînes de valeur les plus sensibles au risque climatique sont l'hydroélectricité et l'irrigation solaire. Le rapport révèle également que la cuisson propre deviendra la principale chaîne de valeur verte dans la région, en générant jusqu'à 2,5 millions d'emplois d'ici 2030 et environ 26,3 millions à l'horizon 2050 (borne haute des estimations), grâce notamment aux micro-distributeurs, aux techniciens de maintenance et aux agents communautaires. Vient ensuite le recyclage des déchets (1,08 million d'emplois d'ici 2030 et 14,7 millions d'ici 2050), les systèmes solaires domestiques (0,96 million d'emplois d'ici 2030 et 14,4 millions à l'horizon 2050) et les deux- et trois-roues électriques (0,63 million d'emplois d'ici 2030 et 10,1 millions à l'horizon 2050). Ces chaînes de valeur se caractérisent par une forte intensité de main-d'œuvre, de faibles barrières à l'entrée et des modèles de prestation qui touchent les travailleurs des contextes informels, périurbains et ruraux.

## COTON AU TOGO

**Un objectif de production fixé à 105 000 tonnes pour la campagne 2026-2027**

Le coton reste l'une des principales cultures de rente du Togo. Après plusieurs années de difficultés, la filière renoue avec la croissance et se fixe un objectif de production ambitieux. Au Togo, la filière cotonnière aborde la campagne 2026-2027 avec un objectif de production fixé à 105 000 tonnes de coton graine sur 105 000 hectares. Pour atteindre cette ambition, les différentes unions régio-

nales de producteurs sont appelées à accroître les superficies emblavées et à améliorer les rendements.

**La Centrale et le Grand Oti appelés à accélérer**

À Sokodé, lors de l'assemblée générale de l'Union régionale des cotonculteurs de la Centrale (UR COTON Centrale) tenue la semaine

dernière, les producteurs ont été encouragés à emblaver 9000 hectares pour une production attendue de 9000 tonnes de coton graine. Cette ambition s'appuie sur les performances de la campagne 2025-2026, au cours de laquelle la région a enregistré une production de 5083 tonnes, en hausse de près de 40 %, avec un rendement moyen de 1115 kg à l'hectare. Dans le Grand Oti, les producteurs ont éga-

lement évalué les résultats de la dernière campagne. Malgré une baisse des superficies liée à l'irrégularité des pluies, la région a produit 7581 tonnes de coton graine sur 7728 hectares, avec un rendement moyen de 981 kg à l'hectare. Les responsables locaux misent désormais sur l'amélioration des pratiques culturales afin de franchir le seuil d'une tonne à l'hectare.

R. I.

## GHANA

**L'italien Danieli construira une usine de laminage de feuilles d'aluminium**

Alors que le Ghana dispose d'environ 900 millions de tonnes de réserves de bauxite, le projet vise à stimuler le développement de la chaîne de valeur de l'aluminium dans le pays. La Ghana Integrated Aluminium Development Corporation (GIADEC), une société publique qui gère les investissements de l'État dans l'aluminium, a signé le vendredi 26 juin un accord avec le groupe industriel italien Danieli & C. Officine Meccaniche, en vue de construire une usine de laminage de feuilles d'aluminium, pour un investissement évoqué de 300 millions d'euros (environ 341,7 millions USD). L'usine doit être implantée dans le parc industriel intégré de Tema, un projet développé par ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP), en collaboration avec la GIADEC et la Tema Development Corporation (TDC). Cet emplacement offre plusieurs avantages, notamment la proximité de la Volta Aluminium Company (VALCO), la plus grande fonderie d'aluminium du pays, du port de Tema et d'infrastructures industrielles, de quoi faciliter l'approvisionnement en matières premières

et l'exportation des produits finis. Le site industriel devrait disposer d'une capacité de production annuelle comprise entre 40 000 et 45 000 tonnes de produits à valeur ajoutée en feuilles d'aluminium, répartis en 10 catégories et destinés aux domaines de l'emballage, de l'industrie pharmaceutique, de la restauration et de l'industrie. Danieli & C. Officine Meccaniche prévoit également de créer un centre d'excellence dédié à la formation, à l'innovation et au développement technique sur le segment de la transformation avancée de l'aluminium. Ce centre devrait devenir un pôle régional pour le développement de compétences, la recherche et le transfert de technologies.

**Augmenter la valeur ajoutée de la bauxite**

Le projet marque une nouvelle étape importante dans la dynamique d'industrialisation du Ghana et les efforts visant à développer une chaîne de valeur de l'aluminium entièrement intégrée, dans le cadre du programme de transformation économique du

gouvernement. Il devrait générer des retombées économiques substantielles, notamment une valeur ajoutée accrue sur les ressources locales en bauxite, la création d'emplois, le renforcement des capacités industrielles et l'augmentation des recettes en devises étrangères. S'exprimant lors de la cérémonie de signature, Danilo Dreolini, représentant de Danieli & C. Officine Meccaniche, a décrit le projet comme « une opportunité majeure pour le Ghana de transformer ses ressources naturelles en produits manufacturés à forte valeur ajoutée destinés à l'exportation ». Le DG de la GIADEC, Reindorf Twumasi Ankrah, a souligné de son côté que l'accord signé avec le groupe italien spécialisé dans l'industrie métallurgique constitue une avancée stratégique vers la mise en place d'une industrie intégrée de l'aluminium au Ghana. « La GIADEC continuera à s'associer à des entreprises mondiales de renom afin de positionner le Ghana comme un pôle émergent de la fabrication d'aluminium de pointe en Afrique de l'Ouest », a-t-il déclaré.

Agence

## NIGERIA

**L'industrie laitière attire de plus en plus de capitaux privés**

Le Nigeria est le principal marché de produits laitiers importés en Afrique de l'Ouest. Le gouvernement qui cherche à réduire la dépendance aux importations, met en place un environnement favorable pour attirer les investissements privés dans le développement des capacités de production locale.

Au Nigeria, l'entreprise Pure Dairy Herds a annoncé le mardi 23 juin avoir entamé les démarches pour la mise en place d'une ferme laitière de 250 millions \$ dans l'État d'Ogun. Selon les informations relayées par les médias locaux, le site d'implantation est prévu dans la zone d'Ogun Ouest. D'après Farouk Gumel, représentant de l'entreprise, les travaux devraient débuter dans les prochaines semaines, à la suite d'une cérémonie de lancement annoncée par les parties prenantes.

Pour l'heure, les détails concernant la capacité de production ne sont pas encore connus. Quoiqu'il en soit, cet investissement s'il se concrétise laisse entrevoir un renforcement des capacités de production de l'industrie laitière, encore largement dépendante des importations.

**Une dynamique d'investissements portée par le privé**

Cette annonce intervient dans un contexte marqué par l'intensification des investissements dans la filière laitière nigérienne. Déjà en mars 2026, le fonds souverain du pays (NSIA) a signé un protocole d'accord avec le gestionnaire britannique Asset Green Ltd pour un projet estimé à près de 500 millions \$. Ce projet prévoit notamment la création d'un complexe agroindustriel intégré comprenant 20 000 hectares de cultures fourragères et une ferme moderne capable d'accueillir 10 000 vaches laitières. Ledit projet inclura également la construction d'une unité de transformation d'une capacité annuelle de 200 000 tonnes, destinée à produire du lait frais, du beurre, de la crème et du lait en poudre. Un peu plus tôt, en juin 2025, le groupe agroalimentaire qatari Baladna annonçait son intention d'implanter une laiterie dans l'État d'Ogun. Le coût de l'investissement et les détails concernant la capacité de production n'avaient pas été révélés. Ces nouveaux projets s'alignent sur les ambitions du gouvernement dans l'industrie laitière. Il faut aussi noter qu'en juin 2025, Abuja s'est engagé à doubler sa production annuelle de lait pour atteindre 1,4 million de tonnes d'ici 2030, avec un renforcement de l'implication du secteur privé.

Agence

MARCHÉS EN ASIE

# Le yen au plus bas depuis 40 ans, Tokyo se dit vigilant

Le yen continue de s'enfoncer face au dollar mardi, à des niveaux plus vus depuis 40 ans, sous la pression de l'écart entre les taux d'intérêt japonais et américain, tandis que les Bourses asiatiques ont été aidées par les valeurs tech dans le sillage de Wall Street.

Vers 6 h 30 GMT, la devise japonaise cédait 0,21 % face au billet vert, à 162,28 yens pour un dollar, après être tombée en cours de séance à 162,41 yens pour un dollar, son plus bas niveau depuis fin 1986. Le yen a perdu environ 12 % en un an : la monnaie a pâti de l'envolée des cours du pétrole, qui alourdisent la facture des importations énergétiques japonaises, mais surtout de l'écart entre taux d'intérêt japonais et américain. La Banque du Japon (BoJ) a certes relevé en juin son taux directeur à 1 %, mais l'institution reste prudente sur la poursuite de son resserrement monétaire. À l'inverse, les investisseurs intègrent de plus en plus dans leurs anticipations de hausses des taux de la Réserve fédérale (Fed) à la suite de sa réunion de politique monétaire mi-juin. La banque centrale américaine avait, sans surprise, décidé de ne pas toucher à ses taux d'intérêt, se situant entre 3,50 % et 3,75 %, mais les marchés avaient été pris au dépourvu par ses prévisions suggérant un possible relèvement des taux d'ici à la fin de l'année. Un tour de vis monétaire favorise la lutte contre l'inflation et soutient généralement la monnaie nationale, tandis que la faiblesse relative des taux nippons plombe l'attractivité du yen. « L'écart de rendement reste important entre États-Unis et Japon (...) Bien que la BoJ ait relevé son

taux directeur, les forces structurelles sous-jacentes l'emportent : les marchés jugent le rythme de hausse de la BoJ trop lent pour réduire significativement l'écart », explique Iris Yuen, de Standard Chartered, dans une note. Pour autant, elle pointe « un risque croissant d'intervention à très court terme » de la part des autorités japonaises pour soutenir leur devise. Le gouvernement japonais avait déjà dépensé environ 11 700 milliards de yens (63 milliards d'euros) en mai pour soutenir sa monnaie, avec un impact très éphémère. Tokyo se dit attentif : « Nous sommes prêts à prendre les mesures appropriées si nécessaire », a affirmé mardi la ministre des Finances Satoshi Katsuyama, citée par les médias locaux. Dans l'immédiat, des fuites dans la presse d'un futur rapport gouvernemental appelant à une politique monétaire « appropriée », condition « extrêmement importante » pour soutenir l'économie japonaise, ont contribué à affaiblir le yen lundi. « Les marchés s'interrogent sur l'ampleur de l'opposition potentielle du gouvernement japonais aux hausses de taux de la BoJ » en raison de craintes sur l'impact pour l'activité, explique Michael Wan, analyste de la banque MUFG. « Pour changer durablement de tendance, il faudrait que la BOJ adopte une position plus restrictive afin de relever davantage des taux d'inté-

rêt réels actuellement négatifs » sur fond d'inflation élevée, ajoute-t-il.

**Bourses d'Asie soutenues par la tech**

À la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a clôturé en hausse de 0,85 % à 70 062,32 points, et l'indice élargi Topix de 0,32 % à 3994,76 points. À Séoul, l'indice phare Kospi a grimpé en clôture de 0,97 % au terme d'une séance en dents de scie. La Bourse de Taipei a bondi de 2,50 %, Sydney a cédé 0,51 %, et l'indice hongkongais Hang Seng perdait 1 % vers 6 h 30 GMT. Les places asiatiques ont été aidées par une reprise des valeurs technologiques, après une forte performance du secteur à Wall Street la veille à la suite du vif coup de froid des dernières séances.

**Or sous pression, repli du pétrole**

Vers 6 h 30 GMT, le prix du baril de WTI nord-américain perdait 1,20 % à 69,91 dollars et celui de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, lâchait 1,39 % à 72,13 dollars. Le marché reprenait son souffle après avoir été dopé la veille par le regain de tensions entre les États-Unis et l'Iran. L'or abandonnait se stabilisait à 4025 dollars, effaçant ses pertes du début de séance : le métal précieux reste pénalisé par les anticipations de nouvelles hausses de taux d'intérêt aux États-Unis, qui soutiennent le dollar et les rendements obligataires - au détriment de l'or, qui ne génère pas d'intérêts.

R.I.

**BOURSE ZURICH**

## Ouverture en hausse

La Bourse suisse a débuté sa séance de mardi dans le vert et dans le sillage d'une clôture à l'avenant à Wall Street la veille. Les indices new-yorkais ont été une nouvelle fois soutenus par leurs géants technologiques, avec notamment la première séance d'Alphabet - maison-mère de Google - au sein de l'indice vedette Dow Jones.

"Bien sûr, les indices peu exposés à l'intelligence artificielle ont été largués," observe Ipek Ozkardeskaya, pour Swissquote.

"Les investisseurs restent toutefois prudents avant les discussions entre les États-Unis et l'Iran prévues aujourd'hui à Doha, le symposium de Sintra ainsi que les statistiques américaines sur l'emploi jeudi, qui pourraient influencer les anticipations de politique monétaire," égraine de son côté John

Plassard, associé chez Cité Gestion. Les désormais lancinantes tensions au Moyen-Orient ne contrarient plus tant l'appétit au risque mondial, aussi longtemps que les prix des hydrocarbures demeurent contenus. "Ils restent maîtrisés du fait du surplus d'offre induit par la libération historique des réserves, ainsi que par le discret trafic de pétroliers à travers le détroit d'Ormuz," poursuit l'analyste vedette de la banque en ligne glandoise.

Et Mme Ozkardeskaya de prévenir que si d'aventure le traité entre Iran et États-Unis s'avérait plus difficile à conclure que prévu, un nouvel étranglement de ce point de passage stratégique pourrait alarmer sérieusement les investisseurs, à un moment où les réserves stratégiques sont particulièrement basses.

### COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



**COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN**

Cours du : 29 Juin 2026  
Valeur : 01 Juillet 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.1430	133.1580
1	EUR EURO	151.8762	151.9066
1	GBP POUND STERLING	175.9057	175.9487
100	JPY JAPANESE YEN	82.2785	82.2979
1	CNY CHINESE YUAN	19.6012	19.6048
1	CHF SWISS FRANC	164.6180	164.6772
1	CAD CANADIAN DOLLAR	93.8221	93.8526
1	DKK DANISH KRONE	20.3132	20.3195
1	SEK SWEDISH KRONA	13.7052	13.7095
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.4028	13.4071
1	AED UAE DIRHAM	36.2521	36.2581
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4509	35.4568
1	KWD KUWAITI DINAR	432.2825	432.4716
1	TND TUNISIAN DINAR	44.7470	45.1967
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.1980	14.1996
1	LYD LIBYAN DINAR	20.6978	20.8040
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3236	3.3340
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.5753	180.5753

**EUROPE**

## Marchés en hausse dans le sillage de Wall Street et de l'apaisement au Moyen-Orient

Les places boursières européennes débutent la séance du bon pied. Paris gagne 0,25% à 8 390 points derrière Londres (+0,42%) et Francfort (+1%) après la forte progression de Wall Street observée la veille (+2% pour le Nasdaq, +1,2% pour le S&P 500 et +0,6% pour le Dow Jones). La confiance semble de retour sur les marchés après une première séance de la semaine plus hésitante. L'indice parisien tutoie les 8 400 points, tiré par Schneider Electric (+2,88%), STMicroelectronics (+2,74%) et Legrand (+2,46%), mais freiné par Kering (-4,07%), Capgemini (-2,14%) et Renault (-1,74%). Les cours du pétrole se détendent en même temps que la situation au Moyen-Orient, avec un Brent à 72,6 USD le baril (-1,2%) et un WTI stable autour de 70,2 USD. Si le détroit d'Ormuz reste conges-

tionné, sa réouverture est désormais clairement envisagée par Téhéran, qui a assuré qu'il conduirait seul les opérations de déminage et repoussé l'offre de coopération de la France.

"Les conditions sont sensibles et complexes. Nous recommandons vivement à la France de ne pas aggraver la situation par ses provocations", a souligné Kazem Gharibabadi, vice-ministre des Affaires juridiques et internationales du ministère des Affaires étrangères.

Par ailleurs, une réunion doit se tenir aujourd'hui à Doha entre les États-Unis et l'Iran. "L'entente est une affaire bilatérale. Si la partie américaine respecte le mémorandum d'entente, nous honorerons également nos engagements", a d'ores-et-déjà fait savoir sur X Massoud Pezeshkian, le président iranien. Le porte-parole de la délé-

gation de négociation iranienne a toutefois indiqué que Téhéran se concentrait actuellement sur la mise en oeuvre du protocole d'accord d'Islamabad visant à mettre fin à la guerre imposée et qu'aucune négociation en vue d'un accord définitif n'avait encore été engagée.

**Les valeurs en mouvement**

Hier, les marchés américains ont connu un net regain d'appétit pour le risque, le rebond des valeurs technologiques ayant soutenu l'ensemble de la cote. Ainsi, les "Magnificent 7" (+2,58%) ont rebondi, permettant au S&P 500 (+1,18%) de mettre fin à une série de cinq baisses consécutives. Dans l'actualité des valeurs européennes, TP (ex-Teleperformance) plonge de 11,5%, plombé par la chute post-clôture de 22,3% de

son concurrent Concentrix, qui a abaissé ses perspectives pour l'ensemble de son exercice fiscal. Citi maintient sa recommandation "neutre" sur Kering et réduit son objectif de cours de 268 à 266 EUR. HSBC reste à "conserver", avec un objectif de cours relevé de 280 à 290 EUR. Abivax s'envole de 30% après la publication de résultats positifs de la partie 2 de son essai de maintenance, volet complémentaire de son programme de phase 3 dans la rectocolite hémorragique.

**Inflation plus faible que prévu en France**

Sur le front des statistiques, en France, l'indice des prix à la consommation a reculé de 0,2% au mois de juin, selon des données préliminaires, alors que les analystes tablaient sur une stabilité. En rythme annuel, l'inflation a

augmenté de 1,8%, bien en deçà des anticipations (+2,1%), après +2,4% au mois de mai. En Allemagne, la vigueur des ventes au détail a surpris au mois de mai. Elles ont progressé de 1,1%, alors qu'elles étaient attendues stables, après avoir reculé de 0,4% en avril. Le taux de chômage ressort à 6,3% en juin, conformément aux prévisions, stable par rapport à mai. Toujours outre-Rhin, l'indice des prix à l'importation a augmenté de 0,7% en mai, au-delà des attentes (+0,4%), après une hausse de 1,2% en avril. En rythme annuel, la progression atteint 6,8%, contre +5,3% un mois plus tôt. Enfin, en Chine, l'activité manufacturière a légèrement accéléré en juin, l'indice PMI passant de 50 à 50,3 points, alors que les analystes ne l'attendaient qu'à 50,1. Agence

## EUROPE

# Le déficit commercial de l'UE avec la Chine dépasse désormais un milliard d'euros par jour

Le commissaire européen Maros Sefcovic qui recevait le ministre chinois du Commerce a réclamé un rééquilibrage des relations commerciales entre l'UE et la Chine. Il espère "de premiers résultats concrets" en octobre. L'Union européenne et la Chine ont dit ce lundi vouloir intensifier leurs discussions, pour tenter de résoudre à l'amiable les tensions commerciales de plus en plus vives entre les 27 et Pékin.

## Synthèse Rédaction Internationale

Le commissaire européen Maros Sefcovic a reçu lundi à Bruxelles le ministre chinois du Commerce Wang Wentao, pour lui faire part des préoccupations grandissantes de l'Europe et de son souhait de rééquilibrer des échanges économiques qui ont franchi la cote d'alerte.

Le déficit commercial de l'UE vis-à-vis de la Chine dépasse désormais un milliard d'euros par jour, un gouffre attribué en grande partie par l'Europe à des pratiques déloyales de Pékin.

"L'écart se creuse. Les exportations de la Chine vers l'UE continuent d'augmenter, tandis que notre part du marché chinois

ne cesse de se réduire", a expliqué à la presse Maros Sefcovic, qui dirige la politique commerciale de l'UE, avant un dîner de travail avec son homologue chinois. Face à cette situation devenue "insoutenable", "le statu quo n'est pas une option", a-t-il martelé, assurant que l'Europe devait "défendre sa base industrielle et se battre pour des règles du jeu équitables au niveau mondial, pour que nos entreprises aient la possibilité de rivaliser à armes égales".

### "Équilibrer davantage notre relation bilatérale"

Pour tenter de résoudre ces tensions, les deux responsables ont convenu de mul-

tiplier les discussions et échanges de données dans les mois qui viennent, "afin de stabiliser et d'équilibrer davantage notre relation bilatérale", ont-ils indiqué dans un communiqué conjoint. Selon Maros Sefcovic, l'idée est de parvenir à "de premiers résultats concrets" en octobre, lorsqu'il se rendra à son tour en Chine, à l'invitation de Wang Wentao.

Un calendrier relativement court, alors que les Européens commencent à perdre patience, et ont demandé à Bruxelles de renforcer l'arsenal de défense commercial de l'UE, pour mieux protéger leur marché contre les distorsions de concurrence étrangères.

## CORÉE DU SUD

## Séoul annonce un plan colossal

Le gouvernement sud-coréen a dévoilé lundi un plan colossal, équivalant à plus de 1600 milliards de dollars canadiens au total sur 10 ans, pour construire des usines de semi-conducteurs avancés et des centres de données pour l'intelligence artificielle (IA). Le montant total de ce projet, 1800 milliards de milliards de wons, est l'équivalent des deux tiers du produit intérieur brut (PIB) nominal en 2025 de la Corée du Sud, 13<sup>e</sup> économie mondiale. « La vitesse est la seule voie de survie. Nous devons sécuriser les éléments fondamentaux de l'intelligence artificielle plus rapidement que n'importe quel autre pays », a justifié le président Lee Jae Myung à Séoul lors d'une présentation de cette collaboration public-privé. Un premier projet, d'un montant de 800 000 milliards de wons (plus de

700 milliards de dollars canadiens) sur une durée non précisée, comprendra quatre usines de semi-conducteurs, dont deux construites par le géant Samsung Electronics et les deux autres par son concurrent SK hynix, et d'autres infrastructures, a déclaré le ministre de l'Industrie, Kim Jung-kwan lors du même événement.

Un autre projet, d'un montant total de 1000 milliards de milliards de wons (plus de 900 milliards de dollars canadiens), vise à construire d'ici 2035 de nouveaux centres de données dédiés à l'IA d'une puissance totale de 10 gigawatts (GW), ce qui portera la capacité totale du pays à 18,4 GW, a annoncé le ministre des Sciences, Bae Kyung-hoon.

Il s'agit du troisième méga-investissement dans l'IA annoncé en Corée du Sud en moins d'un an, et de loin

le plus gigantesque. Il dépasse les 450 000 milliards de wons promis par Samsung et les 125 000 milliards de wons annoncés par Hyundai Motor fin 2025.

« Grâce à cela, nous conserverons une position de leader écrasante sur le marché et un avantage technologique décisif dans le secteur des semi-conducteurs de mémoire », a affirmé M. Kim. Les investissements s'accompagneront d'une stratégie visant à « prendre les devants » sur les marchés des semi-conducteurs à plus forte croissance, a précisé le ministère de l'Industrie dans un communiqué.

Parmi ces marchés, le ministère a cité les semi-conducteurs d'IA en périphérie (c'est-à-dire fonctionnant directement dans un appareil ou dans un capteur, sans passer par l'internet ou l'infonuagique), les mémoires de

nouvelle génération, plus rapides et économes en énergie, ou encore les semi-conducteurs destinés à la défense.

Les usines seront construites dans la région du Honam, dans le sud-ouest de la Corée du Sud, relativement peu développée.

« Les délais d'obtention des permis et de construction seront considérablement réduits afin d'augmenter rapidement les capacités de production », a assuré le ministre.

Le choix de cette région vise à « établir une deuxième base de production » de semi-conducteurs en Corée du Sud après la région métropolitaine de Séoul, a expliqué le ministère de l'Industrie dans un communiqué.

Selon les analystes, le Honam présente l'avantage de disposer d'abondantes ressources en électricité re-

novelable, ce qui permettrait aux entreprises impliquées dans ce plan de tenir leurs engagements en matière d'énergie verte.

Mais ces analystes avertissent aussi que le pari de construire ces usines loin des bassins industriels de Séoul et du sud-est, qui se sont développés dans les années 1960 et 1970 au début du « miracle » économique sud-coréen, ne sera pas facile à tenir. La région choisie « ne dispose actuellement d'aucun écosystème de semi-conducteurs », a déclaré à l'AFP Lee Jong-hwan, professeur d'ingénierie des semi-conducteurs à l'université Sangmyung. « Le plus grand défi, c'est que la plupart des travailleurs qualifiés et des fournisseurs restent concentrés dans la région métropolitaine de Séoul », a-t-il noté.

R. I.

## BCE

## Remarques liminaires de Christine Lagarde

Les quinze dernières années, la zone euro a fait face à un contexte marqué par des tensions extraordinaires qui ont appelé des réponses non conventionnelles. La crise de la dette souveraine nous a rapprochés du niveau plancher effectif de nos taux directeurs. Quant à la pandémie, elle a entraîné un nouvel effondrement de la demande. Nous avons réagi en procédant à des achats d'actifs et en menant des opérations de refinancement en vue de soutenir l'économie, ainsi qu'avec de nouveaux instruments visant à remédier à la fragmentation. Notre boîte à outils s'est aussi enrichie d'autres mesures comme les indications sur l'orientation future de la politique monétaire (forward guidance) avec critères de relèvement, les engagements de séquençement et les associations entre différents instruments de politique monétaire.

Lorsque la situation s'est dégradée et que la Russie a interrompu notre approvi-

sionnement en gaz naturel, nous avons réagi avec un instrument conventionnel, que nous avons utilisé de façon non conventionnelle, en conduisant le cycle de resserrement le plus rapide de notre histoire au moyen de relèvements inédits des taux.

Dans le contexte actuel toutefois, la politique monétaire se trouve dans une autre position.

Il n'est plus nécessaire que nous recourions à des instruments non conventionnels : ils sont toujours à notre disposition, mais nous pouvons désormais focaliser notre attention sur la stabilisation de l'inflation en actionnant en priorité les taux directeurs.

Nous n'avons plus besoin d'agir avec la même force : nous pouvons réaliser des ajustements mesurés des taux et les calibrer en fonction des chocs auxquels nous sommes confrontés.

Et nous ne devons plus utiliser des formes complexes de forward guidance.

Nos décisions s'appuient sur les données et sont prises réunion par réunion.

Le retour aux fondamentaux n'est pas un retour vers un passé idéal, pour autant qu'un tel passé existe dans le domaine de la politique monétaire.

Comme l'a écrit Edmund Burke, un État qui n'a pas les moyens d'effectuer des changements n'a pas les moyens de se maintenir[

Il en va de même de la politique monétaire. Le monde d'aujourd'hui pose des défis qui exigent de nouvelles manières d'appliquer ces fondamentaux et d'innover quand nos dispositifs existants sont insuffisants.

### Retour aux fondamentaux...

Plusieurs facteurs ont permis ce retour. Le premier est la façon dont le monde a changé. Les taux d'intérêt se sont écartés de leur plancher effectif, en partie sous l'effet de pressions structurelles, notam-

ment la hausse des dépenses en matière de défense. De plus, dans la période actuelle, les chocs sont plus susceptibles de peser sur l'offre que sur la demande.

Étant donné que les chocs d'offre négatifs observés ont eu tendance à pousser les prix à la hausse, les taux d'intérêt se sont éloignés de leur plancher effectif. Mais cette évolution traduit également, peut-être plus fondamentalement, le cadre mis en place par l'Europe en réponse à ces crises. En renforçant la résilience de l'économie face aux chocs, ce cadre a réduit la nécessité de prendre des mesures de politique monétaire non conventionnelles ou fortes.

Les instruments de la BCE, dont l'instrument de protection de la transmission, ont quant à eux diminué les risques de fragmentation. Ces instruments réduisent la probabilité d'évolutions non justifiées des écarts de rendement des obligations souveraines.

Agence

# L'Europe veut-elle chiper Anthropic à Donald Trump ?

L'Autriche a officiellement demandé à Bruxelles d'étudier l'idée d'installer Anthropic en Europe. Une initiative étonnante, mais justifiée par les tensions grandissantes entre le créateur de Claude et Washington.



Accueillir l'un des géants de l'intelligence artificielle américaine en Europe, en l'occurrence Anthropic, est une idée qui peut sembler ambitieuse, peut-être un peu trop. Toujours est-il qu'elle est désormais officiellement émise. L'Autriche a ouvert le bal en envoyant une lettre formelle à la Commission européenne pour proposer d'installer l'entreprise qui possède le célèbre chatbot Claude dans l'UE. Cette initiative audacieuse découle d'un contexte pour le moins tendu entre la firme et l'administration Trump, et une Europe qui cherche à s'émanciper sur le plan technologique, comme le rapporte Bloomberg.

## Quand l'Europe fait les yeux doux à Anthropic

C'est Alexander Pröll, le secrétaire d'État autrichien à la numérisation, qui a dégainé le premier. Dans une lettre adressée à Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive de la Com-

mission européenne, il appelle à explorer l'établissement stratégique d'Anthropic au sein de l'UE, en mettant en avant la sécurité juridique, l'accès au marché, le capital disponible et un cadre de valeurs adapté à l'entreprise.

L'initiative autrichienne en surprend plus d'un, mais elle n'est pas si saugrenue. Car depuis plusieurs années, l'Union européenne cherche à desserrer son étreinte vis-à-vis des technologies américaines et chinoises, en soutenant notamment ses propres modèles d'IA. Cette volonté d'indépendance a pris une tout autre dimension depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, dont la politique commerciale imprévisible a mis à nu les fragilités de la relation transatlantique.

La goutte de trop, c'est peut-être lorsque Washington a décidé de restreindre l'accès des ressortissants étrangers aux modèles les plus puissants d'Anthropic, Mythos et Fable, ce qui au passage a révélé l'étendue du contrôle que les États-Unis peu-

vent exercer sur ces technologies. Dans ce même contexte, Washington a proposé à l'UE un partenariat sur l'IA pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs. Les enjeux sont nombreux, on le sait.

## Réaliste, la proposition autrichienne ? Pas si simple

Du côté d'Anthropic, les relations avec Washington se sont sérieusement abîmées. Avant le lancement de son dernier modèle au printemps, la firme s'est heurtée au Pentagone sur les usages militaires de l'IA.

Après avoir posé ses lignes rouges, elle a essayé des mesures de rétorsion du département de la Défense, qu'elle tente de contester désormais en justice. Vous aurez peut-être noté le paradoxe : malgré ce bras de fer, Anthropic continue en parallèle de coopérer avec l'administration américaine.

Pour autant, convaincre Anthropic de traverser l'Atlantique relèverait presque du funambulisme. Pröll assure que la firme ne viendrait pas écraser les acteurs européens, mais jouer un rôle de catalyseur pour attirer les talents et fixer les standards. L'argument s'entend, mais il bute sur une réalité économique. L'Europe ne rivalise tout simplement pas avec les États-Unis en matière de capital-risque.

Autre obstacle de taille, Washington pourrait activement s'opposer à un tel déménagement, ce qui couperait Anthropic de son marché de loin le plus important. Et, ironie du calendrier, la firme prépare en ce moment même une introduction en bourse à Wall Street... pas franchement le signal d'un départ imminent. Anthropic n'a d'ailleurs formulé aucun commentaire sur la proposition. Séduisante sur le plan symbolique, l'initiative de Vienne reste, pour l'heure, largement utopique.

## Canicule : les vagues de chaleur menacent aussi les data centers, le risque méconnu

Les épisodes de chaleur extrême posent aussi une menace pour les data centers. Car ces gigantesques entrepôts numériques, qui alimentent l'intelligence artificielle (IA) et nos usages quotidiens, sont très sensibles à la montée des températures.

Les scientifiques sont formels : ces phénomènes vont se multiplier et s'intensifier avec le réchauffement climatique.

Dans le même temps, la demande en data centers explose, portée par l'essor fulgurant de l'IA. Il y a quelques jours, SoftBank annonçait par exemple un investissement de 75 milliards d'euros dans des centres de données au sein de l'Hexagone. Et ces deux tendances ont de quoi poser de sérieuses questions.

### Les data centers doivent constamment être refroidis

Car, on le sait désormais, les data centers sont de véritables mastodontes énergétiques. Ces installations fonctionnent en permanence, et leurs serveurs génèrent une chaleur considérable qu'il faut constamment évacuer. Ainsi, le refroidissement représente à lui seul environ 40 % de leur consommation électrique totale, rapporte CNBC. Une part colossale pour des infrastructures qui figurent déjà parmi les plus énergivores de la planète.

Pire encore, l'explosion des usages liés à l'IA nécessite des puces toujours plus puissantes, qui dégagent, elles aussi, une chaleur accrue. Dans ce contexte, refroidir ces équipements représente un défi, même par temps clément.

Et dès lors que les températures s'envolent, cette consommation grimpe encore : les systèmes de refroidissement doivent redoubler d'efforts pour maintenir les serveurs à température acceptable.

Problème, c'est précisément à ce moment-là que le réseau électrique est le plus sous tension en raison, notamment, de climatiseurs allumés à plein régime, provoquant des pics de consommation domestique et industrielle.

### Le secteur tente de s'adapter, comme il peut

Les conséquences sont concrètes. Lorsque le réseau électrique est saturé, les risques de pannes augmentent. Et une coupure de courant, même brève, peut suffire à provoquer une surchauffe des équipements, des interruptions de service, voire des dommages matériels coûteux. En mai dernier, des pics de chaleur à plus de 38 degrés Celsius à Turin, en Italie, ont par exemple mis les câbles souterrains sous tension thermique, provoquant des pannes à répétition.

Selon une étude du cabinet First Street, 79 % des data centers dans le monde sont exposés à des aléas climatiques graves, comprenant les inondations, les vents violents et les incendies. Le secteur n'a d'autre choix que de réagir, certains opérateurs repensant la conception même de leurs installations. C'est le cas de NVIDIA, qui a annoncé que ses nouveaux serveurs IA peuvent désormais faire circuler leur liquide de refroidissement à 45 degrés Celsius. De quoi réduire les coûts énergétiques liés au refroidissement d'environ 4 % par degré gagné. Des adaptations certes nécessaires, mais qui rappellent également que la trajectoire actuelle n'est pas tenable sur le long terme.

## Brèves

### Rocket Lab acquiert Iridium pour 8 Md\$

Le marché de l'Internet par satellite se concentre. Après Eutelsat qui a mis la main sur Oneweb et plus récemment Amazon qui a racheté Globalstar, c'est au tour de Rocket Lab de jeter son dévolu sur Iridium pour un montant de 8 Md\$. Le fabricant américain de fusées de petites et moyennes capacités s'empare ainsi des 66 satellites en orbite basse, des licences sur les bandes de fréquences et d'une base clients estimée à 2,5 millions d'abonnés (voix et données) répartis entre les secteurs de la défense, de l'aviation, du maritime et du

commerce. Bien évidemment Rocket Lab envisage de lancer d'autres satellites pour étoffer la couverture d'Iridium et essayer de concurrencer Starlink de Space X, qui dispose de milliers de satellite en orbite.

### Cyberattaques ciblant les serveurs PLM de PTC

Des pirates exploitent activement une faille critique de désérialisation (CVE-2026-12569) dans la plateforme PLM PTC Windchill/FlexPLM, permettant l'exécution de code à distance et la prise de contrôle des serveurs hébergeant des données de propriété

intellectuelle sensibles. L'éditeur a publié des correctifs et des indicateurs de compromission pour les versions concernées, tandis que la Cisa américaine a ajouté la vulnérabilité à son catalogue KEV et que le BSI allemand alerte les industriels face au risque d'espionnage et d'extorsion visant les secteurs défense, aéronautique, automobile et électronique.

### Wultra lève 6,8 M€

L'éditeur tchèque fondé par Petr Dvořák a bouclé une levée de fonds de série A pour accélérer l'expansion internationale de ses solutions d'authentification post-quantiques et

d'identité numérique destinées aux banques et aux fintechs. Le tour, mené par Seventure Partners avec la participation des fondateurs d'AriadNext Marc Norlain et Guillaume Despagne, ainsi que de J&T Ventures et Elevator Ventures, doit financer la montée en puissance de sa plateforme, le développement d'un portefeuille d'identité numérique et l'extension vers le Moyen-Orient et les États-Unis. Wultra indique dans un CP servir plus de 70 clients dans 25 pays et vouloir renforcer ses équipes pour répondre à la demande croissante de solutions résistantes à la fraude et aux menaces post-quantiques.

## VOLKSWAGEN MULTIVAN ET CALIFORNIA RESTYLÉS

# Un grand écran, de l'hybride rechargeable et nouveau visage

Volkswagen vient d'annoncer le restylage de ses deux grands monospaces, le Multivan et le California, avec un intérieur repensé autour d'un grand écran tactile et quelques ajustements stylistiques. Une mise à jour substantielle, qui rapproche délibérément ces véhicules de l'univers ID. Buzz, tout en prenant bien soin de ne pas marcher sur ses plates bandes.



Dans l'univers assez tentaculaire des utilitaires de chez Volkswagen, les Multivan et California sont peut-être ceux qui se rapprochent le plus d'un usage grand public, et pour cause. Le premier, avec ses 8 vraies places, peut séduire aussi bien les familles que les professionnels, du transport, tandis que le second a vu sa carrière décollée il y a quelques années avec l'essor de la vanlife.

Pour 2026, nos deux protagonistes changent pas mal de choses, tout en conservant ce qui fait leur identité. La partie la plus visible du lifting concerne le bouclier avant, entièrement redessiné pour intégrer des blocs optiques plus imposants, dotés d'une signature lumineuse continue sur les versions haut de gamme. Volkswagen a également revu l'aérodynamique du bas de caisse, avec des entrées d'air mieux intégrées et des déflecteurs latéraux qui accentuent la largeur perçue du véhicule. Côté personnalisation, la marque étoffe son catalogue avec trois nouvelles teintes bicolors, dont une combinaison Blanc Candy et Gris Brun métallisé qui tranche avec la sobriété habituelle de la gamme. Une finition mat Gris Indium fait son apparition pour la première fois sur ces modèles, et cinq nouvelles jantes (déclinées en 17, 18 et 19 pouces) complètent ce restylage.

### L'habitacle tire vers l'ID. Buzz, et c'est assumé

C'est à l'intérieur que le changement est le plus sensible. La planche de bord a été entièrement refaite, avec un écran central de 12,9 pouces, nettement plus grand que sur la génération sortante, et un tableau de bord numérique configurable selon trois modes d'affichage. Le sélecteur de boîte DSG migre sur la colonne de direction, à l'image de ce qui existe déjà sur l'ID.

Buzz, libérant de la place dans la

console centrale.

Cette console justement a été repensée pour accueillir un chargeur à induction dont la puissance bondit de 5 à 25 watts, des prises USB-C montant jusqu'à 60 watts par connexion (disponibles aussi pour les passagers arrière) et un éclairage d'ambiance retravaillé. Sur les versions e-Hybrid quatre roues motrices, la climatisation peut désormais fonctionner jusqu'à huit heures à l'arrêt, ce qui s'avérera utile pour les utilisateurs qui campent sans branchement électrique. Le California Ocean conserve par ailleurs son chauffage auxiliaire à carburant de série.

### Aides à la conduite et modularité : des ajouts pratiques

Le Travel Assist de dernière génération s'enrichit de la reconnaissance des feux tricolores et de la gestion assistée des changements de voie sur autoroute.

L'Emergency Assist capable de guider le véhicule vers l'arrêt d'urgence en cas de malaise du conducteur reste aussi de série. Des fonctions qui suivent la tendance générale du marché, sans que Volkswagen ne se distingue particulièrement sur ce segment.

La modularité progresse également du côté du Multivan, qui inaugure une disposition vis-à-vis à 8 places permettant de faire face aux passagers de la rangée arrière. Les versions Life et Style reçoivent en outre des accoudoirs pour chaque siège de la deuxième rangée, et de nouvelles selleries.

Côté motorisation, pas de surprise : Volkswagen reconduit la mécanique e-Hybrid 4Motion introduite en 2025, avec une puissance totale de 245 ch, une batterie de 19,7 kWh et les quatre roues motrices. Le bloc quatre cylindres 2,0 litres TDI de 150 ch reste disponible en entrée de gamme, tout comme le quatre cylindres 1,5 litre TSI essence de 204 ch. Le Multivan continue d'exister en deux

longueurs de carrosserie ; le California, lui, n'est proposé qu'en empattement long, dans les finitions Beach et Ocean.

Les tarifs ne sont pas encore communiqués. La commercialisation est attendue courant 2026.

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA D'ALGER  
DIRECTION DE L'EDUCATION ALGER- OUEST

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITE MINIMALES  
NIF : 410 002 000 016 085  
Avis d'appel d'offre N° /DEAO/2026

La Direction de l'Éducation d'Alger Ouest, lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales, pour

Acquisition des équipements scolaire au profit d'un lycée N 02 type 1000 au niveau du site des 10000 LLV a la ville nouvelle de Sidi Abdellah - commune de Rahmanla wilaya d'Alger (cités d'habitat intégrées 2023)

Lot N 01 : Mobilier De Classes et Mobilier De L'auditorium.

Lot N 02 : Mobilier Administratif

Lot N 03 : Matériel Informatique Et Mécanographique

Les candidats spécialisés (fabricants, Importateurs ou grossistes) peuvent retirer le cahier des charges

Au près de : DIRECTION DE L'EDUCATION ALGER-OUEST,  
SERVICE DE LA PROGRAMMATION ET DU SUIVI,  
HAI ALIOUA FODIL, AMARA 2 CHERAGA.

Les soumissionnaires admis à concourir sont ceux dont les capacités répondent aux critères sous cités :

1-Capacité professionnelle: (pour tous les lots)

Les opérateurs ayant la qualité de fabricant justifiant son activité par des certificats de fabricant délivré par la chambre de commerce et de l'industrie, importateur ou grossiste dans le domaine des équipements objet du lot, justifiant leurs activités par un registre de commerce qualité en la matière.

2-Capacités techniques : (pour tous les lots)

attestation de bonne exécution justifiant la réalisation d'au moins un (01) projet similaire à l'objet de cahier des charges délivré par les maîtres d'ouvrages publics.

3-Capacité financière : cumulant une moyenne égale ou supérieure trois chiffres d'affaire (2022-2023-2024) supérieur ou égale à :

Lot 01 : trois (03) millions de dinars

cumulant une moyenne égale ou supérieure trois chiffres d'affaire (2021-2022-2023) supérieur ou égale à :

Lot 02 : un million (01) de dinars

Lot 03 : un million (01) de dinars

NB : les bilans doivent être visés par les services des impôts

Les offres doivent être adressées à la Direction de l'Éducation d'Alger-ouest, service de la programmation et du suivi, sous double enveloppe cachetée.

**Dossier de candidature comprenant :**

Toutes les pièces et documents énumérés à l'article 07 du cahier des charges entre autre (déclaration de candidature, déclaration de projet,.....)

**L'offre technique sous enveloppe comprenant :**

Toutes les pièces et documents énumérés à l'article 07 du cahier des charges entre autre (déclaration à souscrire, cahier des charges paraphé,...)

**L'offre financière sous enveloppe comprenant :**

- la lettre soumission - le bordereau des prix unitaires dûment signé. - le devis quantitatif et estimatif de l'offre dûment signé.

Le Dossier de candidature, Les deux offres, technique et financière, doivent être intégrées dans une enveloppe Extérieure anonyme portant les mentions suivantes :

Monsieur le Directeur de l'Éducation d'Alger-ouest.

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales

Opération : Acquisition des équipements scolaire au profit d'un lycée N 02 type 1000 au niveau du site des 10000 LLV a la ville nouvelle de Sidi Abdellah - commune de Rahmanla wilaya d'Alger (cités d'habitat intégrées 2023)

A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres

IMPORTANT : les échantillons des lots 1 et 2 seront déposés le même jour de dépôt des offres au siège de la direction de l'Éducation Alger Ouest

Ces offres devront parvenir le dernier jour de la durée de préparation des offres qui est de 10 jours, avant 12.00 H heure limite, à dater de la première publication du présent avis d'appel d'offres. L'ouverture des plis aura lieu le même jour, à 13.00h, en présence des soumissionnaires qui sont cordialement invités à l'adresse citée ci-dessus. Si ce jour coïncide avec un jour férié, ou un jour de repos légal, il sera prorogé au jour ouvrable suivant.

la durée de validité des offres est augmentée de trois (3) mois séparé la date de dépôt des offres, un mois supplémentaire sera accordé à l'attributaire du marché.

Mots fléchés

DÉLICIEUSE MOUILLÉ	VILLES ÉLUS	POIDS ACROBATES	HABILES	VILLE DES ALPES CHAUFFEURS	SOUHAIT CROYANTE	RÉGIME	PÉRIODIQUE ÉTENDAI	DIVIN MARQUIS	
→	↓	↓	→	↓	↓	↓	↓	↓	
			TRÈS SÉVÈRES						
DÉSASTRE DÉBITENT						VOLCAN ITALIEN			
→						↓			
			DONNE LE CHOIX FILLE MISÉRABLE		GROSSIER SUR LES DIPLOMÉS				
→			↓		↓				
ANCIENNE RUSSIE BLONDE ANGLAISE			ÉVOQUÉE ALCOOL			FOLLE À LIER ENTERRÉ			
→			↓			↓			
		INDIVI- DUALISTE CAPITALE DE L'ÉQUATEUR					VOYELLE DOUBLÉE	ARTICLE ARABE MOUCHE QUI PIQUE	AVANTS DE BATEAUX
→		↓					↓	↓	
ÉBAUCHE PRONOM INDÉFINI					NE SERT À RIEN GUENILLE				
→					↓				
	BOÎTE COLONIE			FACTEUR SANG NOMADE				CONJON- CTION	
→	↓			↓				→	
CLASSE- MENTS A LE POUVOIR			INFUSION CANTIQUE				PRÉPOSITION	↓	SANS PARTI
→			↓				→	↓	
			ANCIENNE POSTE SOUS LE BALLON		CONVIERA DÉCHIFFRÉ				
→			↓		↓				
CHEF RECRUTEUR	SUGGÉRÉE DOULEURS OSSEUSES						APPRIIS MAL AU VENTRE	TISSU ÉCOSSAIS	
→	↓						↓	↓	
		FLEUVE CÔTIER POLICE SECRÈTE		MINABLE RÉSIDU DE FER		AU FOND DES GORGES PLANS D'EAU			
→		↓		↓		↓			
HÉROS GREC GRUGÉ					POUR VOIR GREFFÉES		TRÈS COURT GRAISSAS		
→					↓		↓		
	PLEURNI- CHÈRENT FILS D'ADAM						AFFLUENT DE LA LOIRE	IL VIT À L'EST	
→	↓						→	↓	
POSSESSIF TOUR BIBLIQUE		GRAND LAC MÉLANGÉE			CONFESSION			POSSESSIF TRANSPORTA	
→		↓			→			↓	
			JADIS RÉPÈTE SA LEÇON				CONCUR- RENT RISTOURNE		
→			↓				↓		
AUDACE GRAND ÉCRAN					BOULES DE GLACE PETIT OISEAU				
→					↓				
		ARTICLE ÉTRANGER OPPOSITIONS		CROCHET DE BOUCHER RISQUÉ			PARESSEUX CARTE À JOUER	SUR LA CROIX	
→		↓		↓			↓	↓	
UTILISES	ENFERMÉE DU PLASTIQUE					COLLE À LA VITRE ARME DE POING			
→	↓					↓			
					RAYONS NOTE		HOMOGÈNE FILM DE SPIELBERG		
→					↓		↓		
NEZ DU CACHALOT VIES D'ERMITES			CHEFS MUSULMANS				RÔDE		
→			→				→		
				PEU SÛR					

## PÉTROLE

### Le Brent à 72,87 dollars le baril

Les cours du pétrole sont stables mardi, en cours d'échanges européens, dans un marché réagissant toujours aux derniers développements géopolitiques. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, cédait 0,38% à 72,87 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, 0,28% à 70,55 dollars.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco



Mercredi 1<sup>er</sup> juillet 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

## ORGANISATION DE LA OMRA 1448 H

### Liste préliminaire de 490 agences de voyages habilitées

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a dévoilé, hier dans un communiqué, la liste préliminaire des agences de tourisme et de voyages ayant obtenu, jusqu'à lundi, l'autorisation d'organiser l'activité de la Omra pour la saison 1448 H, comprenant 490 agences réparties à travers les différentes wilayas du pays. "768 agences ont postulé pour l'organisation de la saison de la Omra 1448 H, dont 69 nouvelles agences n'ayant jamais organisé cette activité auparavant", a indiqué l'ONPO. Par ailleurs, "598 dossiers ont été examinés, dont 490 ont été retenus, tandis que 108 ont été rejetés", a précisé l'office. "Concernant les autorisations, 66 ont été émises, alors que 424 autorisations ont déjà été remises à leurs titulaires", selon la même source.

## FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

### La journée du dimanche 5 juillet chômée et payée

La journée du dimanche 5 juillet 2026, fête de l'indépendance, sera chômée et payée, indique mardi un communiqué conjoint du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative. "A l'occasion de la fête de l'indépendance et conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du dimanche 5 juillet 2026 est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", souligne la même source. "Toutefois les institutions, administrations publiques, établissements, offices et entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", précise la même source.

## HYDRAULIQUE

### Mise en eau du barrage d'Oued Lazreg à Bouhmama de Khenchela

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza a supervisé, hier au cours d'une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Khenchela, l'opération de mise en eau du barrage d'Oued Lazreg, en cours de construction dans la commune de Bouhmama. Après avoir écouté un exposé technique sur cet ouvrage hydraulique, réalisé dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya de Khenchela, et dont l'avancement des travaux atteint les 95%, M. Bouzegza a indiqué que l'inscription et la concrétisation de ce projet sont "venues en réponse aux attentes des agriculteurs de cette région, réputée pour sa production abondante de fruits, notamment de pommes". Ce barrage constituera, dès sa mise en service, "un atout majeur pour le secteur de l'hydraulique dans la wilaya de Khenchela dès lors qu'il contribuera à l'irrigation de la zone agricole de la plaine de Melakou, sur une superficie de l'ordre de 670 hectares", a souligné le ministre.

R. E.

## EXPORTATIONS ALGÉRIENNES DE PÉTROLE VERS LA CORÉE DU SUD

### En hausse de 47 % en mai

Synthèse S. R.

Les exportations de pétrole brut algérien vers la Corée du Sud ont enregistré une forte progression au mois de mai 2026. Les importations sud-coréennes de brut algérien ont atteint 3,64 millions de barils, en hausse de 47,1 % par rapport au même mois de 2025 et de 263,3 % par rapport au mois d'avril 2026, où elles s'étaient établies à un peu plus d'un million de barils. Ces résultats traduisent le renforcement de la présence de l'Algérie sur le marché asiatique dans un contexte de recomposition des circuits mondiaux d'approvisionnement. Selon les données de la Compagnie nationale coréenne du pétrole (KNOC), rapportées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les achats sud-coréens de pétrole algérien ont atteint 9,31 millions de barils durant les cinq premiers mois de 2026, contre 6,5 millions de barils à la même période de 2025, soit une progression de 43,6 %. Cette évolution confirme l'intérêt crois-

sant de Séoul pour le brut algérien dans un contexte de tensions sur les marchés internationaux de l'énergie. Cette hausse s'explique notamment par la stratégie de diversification engagée par la Corée du Sud afin de sécuriser l'approvisionnement de ses raffineries. Les perturbations provoquées par le conflit impliquant l'Iran ont affecté les livraisons de certains pétroles en provenance du Moyen-Orient, conduisant les importateurs sud-coréens à renforcer leurs achats auprès de fournisseurs alternatifs, notamment le Canada et plusieurs pays africains, dont l'Algérie. Des responsables de grandes raffineries sud-coréennes ont indiqué que plusieurs pétroliers transportant des bruts moyen et lourd en provenance du Moyen-Orient n'ont pas pu respecter leurs calendriers de chargement ou de livraison en raison de ces perturbations. Cette situation a accéléré la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement capables d'assurer une meilleure continuité des livraisons.

Malgré cette diversification, le Moyen-Orient demeure le principal fournisseur de la Corée du Sud. En mai, les raffineries du pays ont importé 72,82 millions de barils de pétrole en provenance de cette région, soit près de 88 % de leur consommation mensuelle moyenne. Les importations directes en provenance du Moyen-Orient ont toutefois reculé de 32 % sur un an, à 39,42 millions de barils. Le renforcement des échanges énergétiques entre Alger et Séoul s'inscrit également dans un contexte de rapprochement diplomatique. Début juin, les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont évoqué les perspectives d'une augmentation des achats de pétrole algérien lors d'une rencontre organisée à Séoul avec plusieurs pays africains. À cette occasion, les deux parties ont également marqué le vingtième anniversaire de leur partenariat stratégique et réaffirmé leur volonté d'élargir leur coopération, notamment dans les domaines de l'énergie et de la défense.

## ASSURANCE AUTOMOBILE

### La CRMA d'Alger lance une nouvelle prestation permettant l'indemnisation immédiate des assurés

La Caisse Régionale de Mutualité Agricole (CRMA) d'Alger a annoncé, lundi, le lancement d'une nouvelle prestation automobile permettant l'indemnisation immédiate des assurés le jour même de la déclaration du sinistre, indique un communiqué de la Caisse Nationale de Mutualité Agricole (CNMA). Cette nouvelle procédure d'indemnisation immédiate, baptisée "PV Minute, est disponible au ni-

veau de l'ensemble des agences du Grand Alger de la Caisse. Après une première mise en œuvre au niveau de la CRMA Oran, la CNMA prévoit de généraliser progressivement cette procédure à l'ensemble de ses caisses régionales ainsi qu'à son réseau de bureaux locaux à travers le territoire national. "La CRMA d'Alger a mobilisé les moyens organisationnels et techniques nécessaires afin de réduire

considérablement les délais de traitement et d'assurer une indemnisation immédiate lorsque les conditions du dossier sont réunies", souligne la même source. Cette démarche "s'inscrit dans un vaste programme de modernisation engagé par la CNMA, marqué notamment par la digitalisation progressive de ses services, l'amélioration continue de ses outils de gestion des sinistres et le développement de prestations à

forte valeur ajoutée", soutient la Caisse, tout en rappelant sa participation à la campagne nationale de prévention des accidents de la circulation (20 juin-31 août). En 2025, la branche automobile de la CNMA a progressé de 11%, alors que ses indemnisations versées au titre de cette branche ont atteint 6,7 milliards de DA.

APS

## AQUACULTURE

### Bouira possède de fortes potentialités naturelles et hydriques pour développer la filière

La wilaya de Bouira dispose de fortes potentialités naturelles et hydriques, ainsi que de sites lui permettant de développer la filière aquacole, dont des projets ont déjà été lancés à Bir Ghalou, Ain Bessam et Oued El Bardi, a-t-on appris auprès des autorités locales de la wilaya. Pour mieux développer cette filière, une réunion de coordination a regroupé la wali de Bouira, Houria Aggoune, et les responsables des secteurs concernés pour débattre de l'exploration de sites pour développer l'aquaculture, qui repose sur l'exploitation des eaux douces superficielles ou souterraines. "La wilaya possède un important potentiel hydrique et naturel qui pourrait permettre d'abriter des projets aquacoles pour développer cette filière, et pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et aussi pour diversifier l'économie nationale, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale visant à booster la production de pois-

son", a expliqué Mme Aggoune lors de cette réunion. Au cours de cette rencontre, la cheffe de l'exécutif local a appelé les parties concernées à explorer les sites naturels riches en ressources hydriques afin d'y abriter des projets d'aquaculture à travers un nombre de communes de la wilaya comme Ain Bessam, Oued El Bardi et Bir Ghalou. La même responsable a demandé aux responsables du secteur de permettre aux jeunes ambitieux et qualifiés de réaliser ces investissements et projets sur le terrain. "En janvier 2023, les autorités de la wilaya, ont lancé un projet de réalisation d'une usine de fabrication d'aliments aquacoles à Bir Ghalou (Ouest de Bouira). Il s'agit d'une usine de fabrication de compléments minéraux vitaminés AGROVAST (de droit public) qui, une fois opérationnelle, couvrira 40% des besoins du marché local en aliments aquacoles, selon les détails fournis par les responsables de la direction des services agricoles (DSA). "Le pro-

jet, est le premier du genre au niveau national et pourrait générer jusqu'à 200 postes d'emploi au profit des jeunes de cette région à vocation agricole", avait expliqué à l'APS un responsable de l'Eurl AGROVAST (spécialisée dans la nutrition animale), Mohamed Amine El Aissaoui. Le développement de l'aquaculture dans la wilaya de Bouira s'appuie sur plusieurs initiatives concrètes, comme la pisciculture en eau douce. Des agriculteurs locaux, à l'image des exploitations d'Ain Bessem et d'Oued El Berdi, ont ainsi ensemencé des bassins et creusé des forages pour élever des espèces d'eau douce (carpes, tilapias), selon les services de la DSA. "Le développement de l'aquaculture dans notre wilaya est un défi stratégique important qui s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à garantir l'autosuffisance alimentaire", a souligné Mme Aggoune lors de la réunion.

APS